16-30 JUIN 1964 BIMENSUEL 16e Année (Nouvelle Série). — N° 323

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

GEORGES ALBERTINI. — L'infiltration communiste au Brésil : Preuves et documents 1
Le nouveau Comité central du P.C.F.. 7
CLAUDE HARMEL. — Les militants communistes français et la « déviation » chinoise 13
BORIS SOUVARINE. — La guerre froide russo-chinoise 17
NICOLAS LANG. — Conséquences du conflit sino-soviétique. L'U.R.S.S. sera-t-elle invitée au deuxième Bandoeng ? 19

L'infiltration communiste au Brésil

PREUVES ET DOCUMENTS

DÈS l'arrivée de Goulart au pouvoir, en 1961, nous avons expliqué le mécanisme de la pénétration communiste au Brésil (1). Comme d'ordinaire, le scepticisme — pour dire le moins — accueillait nos informations. Puis vint, il y a quelques semaines, la chute du même Goulart, dont nous avons essayé d'expliquer les causes et les circonstances dans notre numéro 320 du 15 mai. Cette chute fut si soudaine, et pour les communistes et leurs alliés si inattendue, qu'elle ne leur laissa pas le temps de prendre les précautions indispensables : à savoir la destruction de leurs archives et la mise à l'abri des personnes compromises. Comme la complicité ou l'aveuglement du gouvernement Goulart donnait toutes les facilités imaginables au travail de subversion révolutionnaire, et incitait par conséquent aux pires imprudences, le nouveau gouvernement a fait d'extraordinaires découvertes.

Ces découvertes, il va en publier l'essentiel dans un Livre Blanc, que nous commenterons. Mais, dès maintenant, nous pensons utile de faire connaître certaines d'entre elles, et d'en déduire quelques enseignements.

Elles sont indiscutables. Si le régime précédent ne croyait pas être vaincu, et si, pour cette raison, il a laissé derrière lui toutes les traces de ses agissements, le régime nouveau, lui, ne croyait pas qu'il viendrait si tôt ni si facilement au pouvoir. Rien n'a égalé la surprise des vaincus sinon celle des vainqueurs, ce qui signifie, pour ce qui nous occupe, que si les premiers n'ont presque rien pu détruire de leurs archives, les seconds étaient fort éloignés de pouvoir en préparer de fausses, pour asseoir leurs accusations. Quoi que disent — ou diront — les amis de Goulart, et les gouvernements communistes mis en cause, les documents retrouvés sont authentiques, et d'ailleurs un nombre immense d'entre eux est déjà publié, sans avoir suscité un démenti fondé.

Comment d'ailleurs pourrait-on truquer ou inventer des milliers de notes, de lettres, de rapports, de comptes rendus, touchant des milliers de personnes, et des centaines de faits? Comment pourrait-on falsifier des archives ministérielles, des documents gouvernementaux, des pièces financières, des chèques portant des signatures officielles, puisque l'une des caractéristiques des papiers saisis est précisément de montrer la connivence active des autorités légales avec les

(1) *Est & Ouest*, n° 274, 1er-15 mars 1962 : Manuel Castillo : « *L'action du communisme au Brésil* ».

mouvements de subversion, qui les a conduits à mettre les organes mêmes de l'Etat au service de la révolution en préparation? Au surplus, et quoi que pense une certaine opinion internationale, intoxiquée ou complice, la liberté de la presse existe au Brésil. Le quotidien pro-communiste *Ultima Hora* continue de paraître à Rio — et d'autres journaux, plus ou moins liés à lui, également, dans divers Etats. D'autres journaux, parfois qualifiés de conservateurs, mais dont l'orientation antigouvernementale actuelle se manifeste avec violence, s'expriment aussi librement, et les communistes qui se sont camouflés chez eux continuent à y sévir. Il n'en est que plus révélateur de constater que les faits dont il sera question plus bas n'ont pas été contestés. Ceux qui, à l'étranger, ont couvert ou approuvé le régime Goulart devront se faire une raison : ce qu'on a trouvé depuis sa chute montre irréfutablement que ce régime conduisait le pays au communisme. Impéritie? Complicité? Peu importe finalement. Mais les faits demeurent. En voici quelques-uns, en guise d'échantillons et en préface au Livre Blanc.

LE TRAVAIL DES CHINOIS

On a fait grand bruit autour de l'arrestation de neuf Chinois, et la Fédération internationale des Droits de l'Homme n'a pas hésité à invoquer les grands principes de la liberté de la presse et de la liberté individuelle (*Le Monde*, 14-5-1964).

Que s'est-il passé? L'agence de presse communiste « Chine nouvelle » avait des correspondants au Brésil. En 1963, une commission commerciale chinoise faisait également son apparition dans le pays. En avril 1964, neuf membres de ces deux organismes furent arrêtés. Ils commencèrent par affirmer qu'ils n'étaient que des journalistes et des commerçants malgré les documents saisis dans leurs bureaux et qu'ils n'avaient pas eu le temps de détruire. Quand les policiers arrivèrent, ils étaient en effet en train de les brûler. On décida alors de les faire interroger par un spécialiste chinois des services de renseignements venu de Formose, qui, connaissant la psychologie chinoise, obtint, lui, tous les aveux nécessaires, dont nous ne retiendrons que quelques-uns, corroborés d'ailleurs par des lettres, le journal intime d'un membre de la commission, et un code chiffré qui permettait de communiquer avec l'extérieur.

Ils avouèrent qu'ils dirigeaient un réseau de 200 Chinois qui sillonnaient le Brésil. Ils avaient participé pendant de longs mois à toutes les réunions communistes importantes dans les divers Etats, et leur activité fut particulièrement intense dans la région de Pernambouc (avec la protection du gouverneur Miguel Arrais) et dans celle de Rio. Ils distribuaient beaucoup d'argent. Quand ils furent arrêtés, on trouva sur eux 53.000 dollars, 3.000 livres sterling et des sommes également importantes en d'autres monnaies étrangères. On a retrouvé les listes de ceux qu'ils payaient, de leurs chargés de mission qui recevaient, pour leur travail dans le pays, des sommes variant entre 3.000 et 15.000 dollars. Sur ces listes, sur les chèques, figurent les noms de plusieurs députés et celui du gouverneur Miguel Arrais.

Ils subventionnaient directement l'Institut culturel sino-brésilien, où travaillaient des hommes comme Raul Lins e Silva, Raquel Consoy, le professeur Henrique Miranda, le général Gonzaga Leite, l'ex-député et général Henrique Cordeiro Oest (aujourd'hui réfugié, et pour cause, à l'ambassade de l'Uruguay) Harold Wall, ex-directeur de l'agence Prensa Latina, de Cuba. C'est cet institut soi-disant culturel qui centralisait tous les rapports de leurs chargés de mission : ce n'était rien d'autre qu'un Institut d'espionnage, bénéficiant néanmoins de toute l'aide du Ministère de l'Education et de la Culture, et de celui des Affaires étrangères.

Leurs ingérences ne s'arrêtaient pas là. Ils étaient en relations étroites avec les « *Groupes de Onze* » de Leonel Brizola, beau-frère de Goulart, véritables milices révolutionnaires secrètes, dont nous parlerons. Ils les aidaient de toute manière : par exemple, dans l'Etat de Parana, à mettre en place un « *Conseil de la décapitation* » dont le titre se passe de tout commentaire. Les mêmes Chinois possédaient d'ailleurs un impressionnant stock d'armes de guerilla et de bombes, identiques à celles qui furent utilisées pour incendier les plantations de canne à sucre de Recife.

Une lettre écrite le 20 mars 1963 par l'un d'eux, nommé Cheng, qui réside en Suisse après avoir été en poste au Brésil, donne quelques conseils à son successeur Wang-Chin, qu'il n'a pu voir : « *Je vais vous donner les noms en portugais des principaux éléments brésiliens pour faciliter votre tâche. Dans notre lutte commune et dans le travail clandestin, une des missions importantes est de rester des camarades en maintenant la liaison avec les dirigeants du vrai P.C.B.* (2). *Au Brésil, nous avons maintenu des amitiés particulières et intimes ainsi que des relations de travail très satisfaisantes avec les communistes orthodoxes brésiliens : Joao Amazonas, Lincoln Oest et Mauricio Grabois. Ceux-ci sont des personnalités importantes et prééminentes pour la révolution. Ils ne nous ont rien demandé de spécial, mais sont disposés à être guidés par nous. Devant leurs contributions pour notre travail, j'ai suggéré à notre organisation qu'on les envoie dans notre pays, afin qu'ils y soient entraînés comme agents spéciaux... Avant mon départ, je leur ai parlé de vous et ils vous attendent...*

« *Dans le travail principal de la lutte d'ensemble, les sergents Garcia Filho et Paulo Prestes, ainsi que Max da Costa Santos* (3) *sont de nouvelles relations pour nous. Max da Costa Santos a fait beaucoup, mais parfois il*

(2) C'est-à-dire des dissidents pro-chinois.

(3) Lui aussi, on le comprend, a cherché refuge dans une ambassade à Rio. Celle du Mexique.

parle indiscrètement. Cependant, il est un fort appui et son opinion en faveur de la révolution violente peut attirer le peuple. Paulo Prestes est notre relation la plus importante. C'est un « leader » né; c'est pourquoi il est difficile parfois de le comprendre. Quand vous travaillerez avec lui, prenez garde, car nous ne désirons pas que son talent se tourne un jour contre notre ligne. J'ai tout laissé organiser. J'espère que vous n'allez pas nous décevoir dans votre mission au Brésil. »

Le document essentiel est le journal intime dudit Wang-Chin qui relate d'action des agents chinois dans la dernière année du régime déchu. Les données contenues dans ce journal compromettent d'importantes personnalités civiles et militaires. Goulart déjeuna avec eux au palais de Laranjeiras le 3 mars, dix jours avant le grand meeting révolutionnaire. Son secrétaire de presse, et l'homme le plus important de son entourage pour les affaires révolutionnaires, Raul Ryff (4), était en relations suivies avec eux. Wang dînait souvent avec lui. Le même agent chinois eut des rencontres secrètes avec Leonel Brizola, et le « journaliste » Joao Etcheverry, ami et collaborateur de Goulart et de Samuel Wainer, directeur d'*Ultima Hora* (5).

On pourrait continuer cette énumération. Mais les faits sont si graves que Pékin, pour protéger ses agents, a déclenché dans le monde entier une campagne de protestation, dont le bulletin de l'agence « Chine nouvelle », *Hsinshua Daily Bulletin*, est le véhicule principal. Pékin essaye de faire croire qu'on a arrêté de paisibles commerçants et d'innocents journalistes, et cherche à mobiliser des hommes d'affaires naïfs et des intellectuels qui le sont moins. Auprès d'une opinion mal informée, notamment en Afrique, les protestations de Pékin ont obtenu quelque succès. L'activité des Chinois arrêtés n'était pas moins uniquement accaparée par des tâches révolutionnaires, portant gravement atteinte à l'intégrité et à la souveraineté du Brésil. Les liaisons entretenues avec eux par Goulart et son entourage, et que personne ne peut nier, suffiraient, à elles seules, pour faire comprendre ce que voulait et comment travaillait le président aujourd'hui déchu.

LE GOUVERNEMENT GOULART ET L'ACTION TERRORISTE

On a trouvé des preuves nombreuses et convaincantes des étroites relations existant entre Goulart et les terroristes pro-communistes. Ne parlons pas de l'aide, bien connue déjà, aux groupes de choc des Ligues paysannes de Francisco Juliao, financées par Castro, de même que par le gouvernement pour nous attacher à des faits moins connus.

(4) Même remarque. Il est à l'ambassade yougoslave.

(5) Etcheverry est arrêté. S. Wainer est refugié à l'ambassade du Chili.

L'homme du terrorisme, dans l'entourage de Goulart était son beau-frère Leonel Brizola, aujourd'hui en exil avec lui en Uruguay. On a trouvé dans son bureau, et dans un de ses appartements, des documents révélateurs sur l'organisation des groupes terroristes qu'il avait créés et appelés « *Groupe de onze* ». Ces groupes, voués à l'action violente étaient au nombre de 1.298, répartis dans les Etats de Guanabara (254), Minas Gerais (164), Rio (100), Rio Grande do Sul (217), Sao Paulo (279, chiffre incertain), les autres Etats en comptant moins de 100. La police a saisi les noms de *tous* les membres de *tous* les groupes. On connaît leur organisation, avec un commandant pour chaque groupe; leurs méthodes d'entraînement pour la guerilla (embuscades, combats de rues, préparation des bombes et grenades, etc.); les conditions d'admission des candidats selon lesquelles on jugeait d'abord de leur capacité au terrorisme et de leurs sentiments politiques, grâce à des questionnaires empruntés à l'arsenal du bolchevisme, et qui concernaient leurs parents comme eux-mêmes. On a trouvé chez Brizola les positions d'attaque des « groupes de onze » pour le jour de la révolution (1er mai); les plans de nombreuses garnisons militaires dans son fief du Rio Grande do Sul, avec le nombre exact des sous-officiers pro-communistes; la liste des principales personnalités politiques et intellectuelles pouvant couvrir l'action de ces groupes.

Les noms de leurs dirigeants sont connus, tous liés, directement ou non, à l'appareil communiste. C'est un membre de l'appareil, Ladislan Alves de Silva, qui les organisa en 1963; c'est un autre pro-communiste notoire, agitateur syndicaliste du Minas Gerais, Chicao, qui avait préparé le soulèvement de cet Etat, où, en liaison avec le C.G.T. (groupe d'action des syndicats communistes), il avait déjà distribué les brassards que les révolutionnaires porteraient le jour J. Enfin, coiffant toute cette pyramide de clandestins, un commandement central de trois hommes : Cabral, Coelho Neto et surtout Paulo Shiling, secrétaire de Brizola, qui attestait par sa présence à ce poste que le vrai chef des terroristes au Brésil était Brizola lui-même. Les « Groupes de onze » qui fonctionnaient par exemple à l'I.A.P.B. sous le commandement du propre directeur de l'Association travaillaient en liaison avec le député Neiva Moreira, qui leur transmettait directement les ordres de Brizola. Il y a de nombreux cas semblables. Personne ne peut imaginer que Goulart ignorait cet aspect clandestin de l'activité de son beau-frère (6).

Les groupes subversifs les plus dangereux étaient d'ailleurs à l'intérieur même des services publics. Dans l'administration des chemins de fer Leopoldina, un groupe de trente fut découvert. A la Pétrobras, la grande centrale du pétrole brésilien, présidée par un collaborateur de Goulart, le maréchal Osvino,

(6) On comprend mieux pourquoi Paulo Shiling s'est réfugié à l'ambassade de l'Uruguay.

qui fut l'un des hommes qui bolchevisèrent ou laissèrent bolcheviser l'armée, un autre groupe de trente fonctionnait dont les chefs (Herber Maranhao, Rafael Martinelli, Geraldo Costa Matos, Aridio Xavier) étaient liés au mouvement communiste. Ici comme là, on stockait armes et munitions, et l'on organisait le soulèvement. Comme on le sait, des armes ont été découvertes, dans tout le pays, par milliers. Il y avait, dans certains syndicats, plus de 100 mitrailleuses lourdes avec leurs munitions, et dans plusieurs centres communistes des dizaines de tonnes de matériel de guerre : ce matériel n'a évidemment pu être obtenu qu'avec l'accord de Goulart et de son entourage, qu'il s'agisse de matériel pris dans les dépôts de l'armée, ou d'armes importées de l'étranger.

Là non plus, ce n'est pas tout. La police a découvert d'innombrables listes de gens qu'on devait assassiner, ou exiler, ou arrêter, et en particulier ces listes sont nombreuses dans les archives des « Groupes de onze ». Elles comprennent des officiers, des personnalités politiques et syndicales. Elles touchent tous les Etats. Dans celui de Piani — pour prendre un exemple peu connu — on envisageait l'assassinat de plusieurs officiers et de toute la famille du gouverneur Pedro Freitas. A Recife, tous ceux qui figuraient sur la liste ont pu se réunir après la victoire dans un dîner qu'on appela « *la Cène des condamnés* »... (7). Et l'on pourrait citer des centaines de noms dans tout le pays.

Une pareille énumération permet de juger à leur vraie valeur les protestations de tous ceux (communistes et soi-disant libéraux, du Brésil, de France ou d'ailleurs) qui ont vertueusement stigmatisé les violences dont s'est accompagné le renversement de Goulart. Quand on les compare à tout ce qu'on a trouvé et à tout ce qui se préparait, on peut écrire très sereinement que ces violences — toujours regrettables — n'ont été qu'une très faible réplique aux préparatifs de guerre civile généralisée que Goulart, Brizola et leurs auxiliaires avaient mis en place (8).

LES ÉTUDIANTS COMMUNISTES ET LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

Au Brésil comme dans tous les pays du continent, les étudiants sont un terrain de choix pour la propagande communiste. Mais ce qu'on a découvert passe l'espérance, si l'on ose ainsi dire.

L'Union nationale des Etudiants était connue pour être le principal centre communiste. Quand vint la défaite, son secrétaire fit incendier le bâtiment qui l'abritait, afin de détruire les archives. Elles brûlèrent, mais il en resta beaucoup : lettres, plans d'activité, relevés financiers, quittances, etc. Il y en avait tant qu'on les classa en six catégories : organisation du P.C. chez les étudiants, relations financières avec le P.C., vie des dirigeants de l'U.N.E., relations avec les pays communistes et congrès, agents de l'U.N.E. à l'extérieur, activités subversives en liaison avec l'Angola.

On y lit notamment tous les détails des relations entre le P.C. brésilien et les milieux universitaires, en particulier les moyens de mettre au pas un secteur qui, par l'âge de ses participants, donne toujours de la tablature à tous les responsables communistes, et d'améliorer un recrutement très insuffisant. On y voit aussi comment, sous couleur de théâtre, on essayait de noyauter les centres culturels, et de réforme de base (genre alphabétisation) on lançait des campagnes d'agitation. On y trouve exposé en grand détail le fonctionnement des fractions dans le mouvement universitaire, comme on le connaît en France depuis longtemps, en particulier dans les syndicats professionnels.

Le plus révélateur a été probablement la découverte d'une importante correspondance avec les pays situés au-delà du rideau de fer (U.R.S.S., Tchécoslovaquie) et Cuba. On y voit notamment tous les détails de la préparation des congrès de la Jeunesse latino-américaine, afin qu'ils restent complètement sous la direction communiste. Ceux qui avaient encore des illusions sur la liberté dont ces Congrès ont pu jouir, sur la spontanéité de leurs réactions « nationalistes » et « anti-impérialistes » devraient être édifiés, si du moins ils sont encore accessibles à la preuve par les faits. Les journalistes progressistes du monde entier (et ceux du *Monde* en plus) qui ont toujours voulu montrer que la jeunesse intellectuelle de l'Amérique latine manifestait spontanément ses sympathies pour Castro et son hostilité aux Etats-Unis ou à leurs alliés européens, auraient profit à lire ces documents, et à exposer les résultats de leurs réflexions à leurs lecteurs, qu'ils trompent depuis si longtemps.

Ce travail de propagande et de subversion exigeait bien entendu des sommes immenses. On a retrouvé des quittances attestant que des centaines de millions de cruzeiros (c'est-à-dire des centaines de milliers de dollars) ont été dépensés par l'U.N.E. Mais, vérification plus intéressante encore, les archives ont montré que les organismes d'Etat eux-mêmes finançaient la propagande révolutionnaire dans les universités. L'un des principaux bailleurs de fonds était le Ministère de l'Education et de la Culture. Y contribuaient aussi l'organisme de la Réforme agraire (S.U.P.R.A.), la Petrobras, déjà nommée, et bien d'autres. On comprend mieux ainsi, au fur et à mesure qu'on pénètre dans le détail, le mécanisme grâce auquel les communistes, contrôlant divers secteurs de l'Etat, se servaient d'eux pour achever de conquérir les autres, par un

(7) Parmi eux : MM. Dias da Silva, José de Patrocinio Oliveira, Romildo Cavalcanti, José Antonio Moreira.

(8) A Niteroi, près de Rio, on a trouvé avec des armes lourdes des uniformes de l'armée cubaine. Dans l'Amazonie, un seul dépôt contenait 6.000 armes tchèques. Quelles autres preuves veut-on des ingérences des pays communistes?

travail dissimulé qui n'a pu être mis au jour qu'au lendemain de la reprise de l'Etat par leurs adversaires.

Les découvertes n'ont pas concerné seulement l'U.N.E. On est renseigné maintenant sur ce qui se passait à l'Association des Etudiants de la Faculté nationale de Philosophie de Rio, autre centre d'action révolutionnaire, comme à l'Association des Etudiants en sciences économiques de Minas Gerais, dans les locaux de laquelle on a trouvé plus de 4 tonnes de littérature subversive, et notamment tout un assortiment de manuels d'enseignement sur la guerilla. Dans chaque Etat des découvertes analogues ont été faites.

Plus encore, on a mis la main sur un groupe qui semble avoir été le principal animateur de l'action communiste universitaire dans toute l'Amérique latine. Dans l'appartement d'un « étudiant professionnel », Marcos Jaimovitch, on a trouvé un nombre impressionnant de documents prouvant qu'il finançait directement l'action subversive auprès des étudiants de tout le continent, à la fois directement dans chaque pays et par le canal de l'U.N.E. Il avait deux agents principaux résidant comme lui au Brésil où ils appartenaient à l'U.N.E. : Eunice Gutman et Carlos Ramires. Chez lui comme chez eux furent trouvés les rapports des missions qu'ils accomplissaient dans tous les pays. On a la liste de leurs contacts, la description du travail des groupes communistes dans les organisations étudiantes, et des indications précises sur l'influence des agents chinois au San Salvador, Nicaragua, Guatemala, Panama et Colombie. Ainsi a-t-on la preuve irréfutable qu'à l'abri des organisations étudiantes, le communisme international a mis en place un réseau de révolutionnaires professionnels, agents payés d'une subversion organisée de l'étranger, pour des fins où l'émancipation du continent n'a rigoureusement rien à voir.

Le pire, comme il est indiqué plus haut, est de constater que le Ministère de l'Education et de la Culture, que dirigeait — hélas! — un homme très proche de la démocratie chrétienne, Paulo de Tarso (et ainsi s'explique que le régime nouveau n'ait pas été tendre avec lui) a couvert autant qu'il l'a pu toutes ces activités, quand il ne les a pas directement financées. Cela ne saurait surprendre si l'on se souvient à quel point la pénétration communiste y avait été poussée. Mais cela fait mieux comprendre encore, après coup, pourquoi la campagne d'alphabétisation, entreprise sous sa direction, était devenue, dans de nombreuses régions, la plus gigantesque machine jamais imaginée au Brésil pour « faire du communiste ». Nous reviendrons quelque jour sur les détails de cette opération, dont les leçons sont valables pour tous les pays qui veulent se débarrasser du fléau de l'analphabétisme. Qu'il suffise de constater, une fois de plus, ce que le communisme fait des plus nobles tentatives, et comment il sait se servir des plus généreuses aspirations humaines à des fins de subversion. En quoi se trouve également vérifié, à nouveau, ce que nous ne cessons d'écrire ici, que le communisme n'est, sur aucun plan, désintéressé. Quand il apprend à lire, c'est pour apprendre aux hommes à faire plus vite le communisme, en leur enseignant sa vérité, sans contrôle et sans critique.

LES SYNDICATS COMMUNISTES ET LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Il y avait au Brésil six confédérations nationales des travailleurs reconnues par la loi. Quatre d'entre elles (travailleurs de l'industrie, des transports, des banques, de l'agriculture) étaient profondément pénétrées par les communistes : elles ont été épurées. Huit fédérations nationales seulement étaient noyautées elles aussi, et seulement vingt-deux syndicats de base. Ces chiffres sont extrêmement révélateurs : ils disent que l'infiltration, considérable au sommet, avait échoué à la base. Ainsi s'explique probablement l'une des erreurs de calcul les plus graves des partisans de Goulart. Constatant leur succès dans l'administration centrale du Ministère du Travail, dans un grand institut de sécurité sociale comme l'I.A.P.B., ou dans les directions des centrales, ils ont surestimé l'avancement de leur travail de désorganisation dans les syndicats de base, et compté comme amis des gens qui leur résistaient encore.

De là leur incapacité à mobiliser les syndicats pendant la révolution.

Le nouveau gouvernement a mené avec diligence ses enquêtes sur la colonisation des syndicats par les communistes. Celle qui se rapporte à la plus importante confédération, celle de l'industrie, ne comporte pas moins de quinze volumes. On y constate que tous ses dirigeants, sans exception, étaient au service du Parti communiste et qu'elle constituait un des camouflages principaux de l'action clandestine du Parti. On a découvert de nombreux reçus et documents montrant que les fonds nécessaires à cette action syndicalo-révolutionnaire provenaient en grande partie des pays communistes.

Cette action recevait l'appui direct du gouvernement, en particulier du temps du ministre Amino Alfonso, qui avait transformé le Ministère du Travail en succursale des syndicats communistes. Leurs manifestations et leurs grèves étaient souvent organisées par lui ou en accord avec lui, et financées par le Trésor public. On a trouvé des documents prouvant que le gouverneur de l'Etat de Pernambouc, Miguel Arrais, l'un des chefs de l'extrême-gauche avec Brizola, avait financé directement, avec les fonds de l'Etat, les grèves qui se sont déroulées pendant les quatorze mois où il fut au pouvoir. On possède les reçus de plusieurs dirigeants syndicaux, dont l'un de près de 2 millions de cruzeiros (10.000 nouveaux francs). Et l'on faisait imprimer le bulletin syndical officiel dans l'imprimerie du Parti communiste, vieux système permettant de ravitailler en argent de l'Etat la propagande subversive!

Tous ces faits, et bien d'autres, en disent long eux aussi sur l'indépendance du syndicalisme sous le gouvernement Goulart, sur la réaction spontanée des « masses laborieuses » en faveur des réformes de structure anti-capitalistes, sur tous ces mensonges complaisamment reproduits un peu partout. C'était une mince pellicule des travailleurs du Brésil qui participait à l'action communiste, et qui essayait d'entraîner à sa suite, grâce à la complicité du gouvernement et à l'argent de l'étranger, une population qui n'a que trop de sujets de se plaindre, et dont ils voulaient utiliser la misère.

L'UTILISATION DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS NATIONALES

Depuis plusieurs années, les communistes avaient mis la main sur la direction générale des Postes et Télécommunications, dont le directeur général, colonel Dagoberto Rodrigues, était à leur service, ainsi, en particulier, que le directeur régional de Rio. Ceux-ci mettaient gratuitement à la disposition de l'entreprise communiste leurs lignes et leurs services, en particulier pour les communications avec Recife (où était Miguel Arrais) et avec Porto Alègre (fief de Brizola). Chaque semaine, des centaines de messages gratuits étaient passés pour le fonctionnement des « Groupes de onze » : ils doivent à l'Etat plus de 6 millions de cruzeiros.

Ce curieux directeur général subventionnait directement l'agitation communiste dans son département, y organisait lui-même les grèves, et fournissait des fonds pour les congrès des syndicats communistes. Poussant plus loin encore la complicité dans la préparation de la guerre civile, il transportait des armes et des tracts dans les voitures officielles des Postes.

Comment s'étonner, dans ces conditions, des facilités exceptionnelles des communistes pour organiser leurs liaisons? Dans le seul Etat du Minas Gerais, ils disposaient de quinze postes émetteurs. A Rio, ils avaient une station assez puissante pour communiquer avec le monde entier : on annonçait dès le 16 avril qu'on avait arrêté dans le local qui l'abritait quatre personnes affectées à son utilisation (Eustiquio Osorio de Albuquerque, Paulo Osorio de Albuquerque, Mauricio Dante de Albuquerque, Madeleine de Albuquerque Santos).

D'OU VENAIT L'ARGENT

Nous l'avons dit déjà, au fur et à mesure des exemples cités : il venait des pays communistes, et des caisses de l'Etat, directement. Quelques précisions complémentaires achèveront de le montrer.

Dans la résidence de deux militants communistes connus, les époux Alberto Carmo Pacha, et Ana Lima Montenegro Pacha, qui servait de lieu de réunion aux diplomates des pays communistes et de membres importants de l'extrême-gauche brésilienne, on a trouvé de nombreuses traces de paiements effectués par eux avec de l'argent étranger. Il y avait notamment des quittances d'une valeur de 254.360 roubles (environ 1.500.000 nouveaux francs), dont une de Brizola d'un montant de 47.050 roubles pour la modernisation d'un poste de radio émetteur — ce qui prouve que les fonds des pays communistes n'étaient pas utilisés pour autre chose que pour préparer l'insurrection!

Quant au gouvernement, il a financé *directement* la subversion, notamment dans les derniers mois. On est loin d'avoir tout découvert, mais on a déjà la preuve que plus d'un milliard de cruzeiros (soit plus de 5 millions de nouveaux francs) ont été soustraits au Trésor pour préparer la révolution communiste. Le « Journal officiel » a publié les chèques signés de Darci Ribeiro, chef de la maison civile de Goulart, qui authentifiait indiscutablement toute cette besogne. L'argent venait notamment du secteur pétrolier d'Etat, entièrement aux mains d'hommes de confiance de Goulart, qui se sont prêtés à tout.

Ce paragraphe sur l'argent est inséparable de celui qu'il faudrait écrire sur l'enrichissement d'hommes comme Brizola ou Goulart.

On a découvert plusieurs prête-noms du premier. Quant au second, le nouveau gouvernement a en sa possession des preuves des conditions dans lesquelles il s'est enrichi scandaleusement pendant les trois années de sa présidence.

Time du 1er mai a publié à ce sujet des chiffres significatifs. En 1943, Goulart possédait dans le Rio Grande do Sul 3.520 acres que son père lui avait laissés. Dans le même Etat il en possède aujourd'hui 36.530 (dix fois plus) avec près de 50.000 têtes de bétail. Dans l'Etat de Goias, il possède 492.000 acres. « *Dans le Matto Grosso, il a seize propriétés séparées, presque toutes achetées en une seule semaine, sept mois après son arrivée à la présidence. Douze de ces parcelles sont contiguës, formant une étendue géante de* 636.774 *acres, le total des propriétés dans le Matto Grosso s'élevant à* 1.371.983 *acres!* » (*Time*).

Et la célèbre revue américaine poursuit en donnant des détails sur les emprunts de Goulart, la manière dont il achetait ses biens et se servait de son influence pour cela. Tout y est, sur l'homme qui voulait faire la réforme agraire, et défendre les pauvres, et qui était l'un des plus grands propriétaires fonciers du pays depuis qu'il était au pouvoir! C'est là où l'on peut voir que le communisme sait faire bon ménage avec la corruption, quand c'est son intérêt. Staline n'aimait pas les hommes trop purs, car on les tenait mal. Ses successeurs n'ont pas poussé la destalinisation jusqu'à renoncer à cette pratique-là.

LEÇONS ET CONCLUSION

Bien d'autres documents viendront au jour. Mais ceux qui ont été utilisés ici prouvent :

Le nouveau Comité central du P.C.F.

Le nouveau Comité central a été élu par le XVIIe Congrès du P.C.F. à bulletin secret, mais il a été élu sur une liste unique où figuraient exactement autant de candidats que de sièges à pourvoir. Cette liste avait été établie à la *Commission des candidatures,* présidée, dirigée par Maurice Thorez. Il n'est pas besoin d'en savoir davantage pour être en droit d'écrire que les modifications intervenues dans la liste des membres du C.C. ne sont pas l'effet de mouvements d'opinion dans le Congrès qu'elles ne sont pas dues, selon l'expression de Georges Marchais, au hasard d'un vote, mais qu'elles ont été mûrement réfléchies par les grands dirigeants du Parti, c'est-à-dire, en dernier ressort, par Maurice Thorez.

D'ailleurs, pour qu'il n'y ait pas de surprise, le Comité central sortant avait tenu, le 12 mai, une réunion consacrée à l'examen des candidatures (1).

LES EFFECTIFS DU COMITÉ CENTRAL

Le nouveau Comité central compte 93 membres, 70 titulaires et 23 suppléants. (Ces suppléants ne remplissent pas vraiment les fonctions que cette appellation suppose d'ordinaire. Ils seraient mieux désignés par l'expression qui a cours dans le P.C. soviétique : celle de *membres candidats ;* ce sont, en effet, des militants qui font au Comité central une sorte de stage probatoire avant d'y être admis de façon définitive ou d'en être écartés.)

Cet effectif est en légère diminution par rapport à celui du précédent Comité, mais il demeure élevé comparé à l'effectif d'avant guerre. Le Comité central ne comptait que 46 membres en 1936. Il a pris plus d'ampleur une première fois à la fin de la guerre, une seconde fois en 1956. Malgré quelques compressions intervenues depuis lors, il reste à un étiage élevé.

Le tableau suivant indique la variation des effectifs du Comité central depuis 1945.

Effectif du Comité central

Année	Membres	Suppléants	Total
1945....	37 (+ 3)	33	70 (+ 3)
1947....	50 (+ 3)	44	94 (+ 3)
1950....	44 (+ 3)	33	77 (+ 3)
1954....	42	30	72
1956....	76	26	102
1959....	71	22	93
1961....	70	29	99
1964....	70	23	93

N.B. — Pour 1945, 1947 et 1950, nous avons ajouté entre parenthèses, les trois membres « occultes », B. Frachon, G. Monmousseau et Henri Raynaud, dont on cachait alors l'appartenance au Comité central, à cause des fonctions importantes qu'ils occupaient à la direction de la C.G.T.

(*Suite au verso.*)

(1) C'est ce qu'a rappelé Gaston Plissonnier lorsqu'il a présenté au Congrès la liste des candidats arrêtée par la Commission. « Au préalable, comme l'avait fait le Comité central lui-même dans sa réunion du 12 mai, la Commission des candidatures a procédé à un échanges de vue plus général sur la composition du Comité central. » (*L'Humanité,* 18-5-1964.)

1° que la pénétration communiste partout n'était pas une invention des maniaques de l'anticommunisme, mais une réalité, supérieure encore à ce qu'on pensait;

2° que l'Etat n'était pas seulement passif devant cette pénétration. Il ne la subissait pas, il l'organisait, la favorisait et la finançait;

3° que les pays communistes étaient directement mêlés à tout le travail de subversion interne. Ils fournissaient les agitateurs, les fonds, les moyens matériels, les armes, les uniformes;

4° que le Parti communiste et son appareil étaient au centre de tout, se servaient d'innombrables complices, et disposaient des courroies de transmission, décrites depuis longtemps comme les auxiliaires indispensables du travail révolutionnaire;

5° que la guerre civile, les violences, les assassinats étaient prévus de longue date par les communistes et leurs alliés, minutieusement préparés, et auraient été froidement ordonnés si les défenseurs de la légalité n'avaient pas devancé les entrepreneurs de révolution.

Tout cela n'épuise pas le sujet. Il n'y a rien à demander aux communistes qui font leur métier (et, fort heureusement, qui ne le font pas toujours bien). Mais ceux qui ne sont pas communistes, qui ont défendu Goulart en le présentant comme un innocent réformateur social aux prises avec une oligarchie bornée et des généraux factieux, vont-ils, après cela, reconnaître qu'ils se sont trompés, et, fait plus grave, qu'ils ont trompé leurs lecteurs (s'il s'agit de journalistes), ou leurs militants (s'il s'agit de responsables politiques ou syndicaux)? Il sera intéressant de faire la liste des repentis.

Elle sera courte.

GEORGES ALBERTINI.

RENOUVELLEMENT INCESSANT

Depuis 1945, le Comité central a été renouvelé huit fois. Au total, 209 personnes en ont fait partie depuis cette date, en comprenant les nouveaux élus de 1964, qui sont au nombre de 25 (2 membres et 23 membres suppléants). Comme le Comité central comprend maintenant 93 membres, 116 membres ont donc quitté le Comité central, soit par décès, soit par non-réélection.

Du Comité central de 1945 (qui comprenait 70 membres) il en reste 14, dont 9 étaient déjà membres du Comité central avant 1939 (Thorez, Duclos, Frachon, Billoux, Ramette, Guyot, Mauvais, Fajon, Rochet) et dont 6 étaient des nouveaux (Villon, Ballanger, Figueras, Garaudy, Jeannette Vermeersch et Marie Paul-Vaillant-Couturier).

Ces six sont tout ce qui reste de la promotion de la Résistance et de la Libération, faite en 1945, forte de 41 membres. Il n'en est pas qui ait connu une érosion plus forte.

Le tableau suivant donne l'effectif des 8 promotions (9 avec celle des membres de 1945 qui appartenaient au C.C. avant la guerre) et le nombre des restants pour chacune d'entre elles.

Année	Promotion	Reste	%
—	—	—	—
1945 anciens...	32	9	28,1
nouveaux.	41	6	14,8
1947.....	24	4	16,6
1950.....	21	5	23,8
1954.....	15	9	60,0
1956.....	26	15	57,6
1959.....	10	7	70,0
1961.....	16	13	81,2
1964.....	25	25	100,0

On peut présenter les choses de cette autre façon, en comptant le nombre des « mandats » des membres actuels du Comité central (en confondant dans le même total les mandats de titulaires et de suppléants).

Plus de 8 mandats.....	9
8 mandats.....	5 *
7 —	4
6 —	5
5 —	10 *
4 —	14 **
3 —	8 **
2 —	13
1 —	25

Les différences soulignées par les astérisques entre les chiffres de ce tableau et ceux du précédent viennent de ce que Ballanger (*) et Rosette (**) ont connu une interruption dans leur présence au Comité central.

Ces données numériques un peu fastidieuses montrent que le renouvellement du personnel du Comité central est constant et que les nouveaux élus de 1964, pour être nombreux, ne constituent pas une promotion exceptionnelle par la quantité : on en a connu de semblables en 1945, en 1947, en 1950 et en 1956.

CEUX QUI ONT ÉTÉ ÉCARTÉS

Le Comité central élu en 1961 comprenait 70 titulaires et 29 suppléants.

Sur les 70 titulaires, 23 ne figurent plus dans le nouveau Comité.

Sur les 29 suppléants, 21 sont devenus membres titulaires et 8 ont été écartés.

Les 23 titulaires de 1961 dont le mandat n'a pas été renouvelé sont les suivants (leur nom est suivi de la date de leur entrée au Comité central et de l'indication des fonctions qu'ils exerçaient au moment de leur entrée et qu'ils ont le plus souvent gardées par la suite) (2).

Jean Breteau (1956, secr. féd. Métaux, C.G.T.).
Georges Brichot (1956, section d'organisation du C.C.).
Raoul Calas (1945).
Georges Cogniot.
Pierre Courtade (décédé).
Pierre Doize (1954, Bouches-du-Rhône).
Juliette Dubois (1945).
Marcel Dufriche (1950, C.G.T., Finances et C.A.).
Fernand Dupuy (1947).
Paul Fabbri (1954, Meurthe-et-Moselle).
Fernand Grenier (1945).
Eugène Hénaff (sec. U.D.R.P., C.G.T.).
Jean Llante (1945, sec. féd. Hte-Garonne).
Lucienne Mazelin (1954, Paris).
Victor Michaud.
Marcel Paul (1945, sec. féd. E.D.F., C.G.T.).
Roger Roucaute (1945).
Georges Thévenin (1954).
Jean Tricart (1956, Haute-Vienne).
Michel Vandel (1950, Seine-et-Oise).
Théo Vial (1950, Loire).
Gaston Viens (1950).
André Voguet (1950).

Les suppléants écartés sont :

Alphonse Boosz (1959, Bas-Rhin).
Serge Huber (1956, Seine-Ouest).
Léandre Letoquart (1956, Pas-de-Calais).

(2) Dans ces indications, le nom d'un département signifie que l'intéressé appartient à la direction de la fédération départementale, le plus souvent à titre de secrétaire fédéral. Rappelons que le secrétariat fédéral est souvent collectif et que plusieurs militants peuvent être décorés du titre de « secrétaire fédéral », sans qu'il soit toujours mentionné s'il s'agit du premier, du second ou d'un autre.

Maurice Perche (1959, Eure-et-Loire).
Emile Tournay (1956, Aisne).
Henri Vedrines (1956, membre de la C.C.C.F.).
Louis Baillot (1961, Paris).
Denise Millerioux (1961, Seine-Sud).

Comment s'expliquent ces éliminations?

L'un de ceux qui ne figurent plus au Comité central est décédé : c'est Pierre Courtade.

Pour d'autres, Plissonnier a donné les explications suivantes :

« Le nombre des membres du Comité central était un peu élevé. D'autre part, il y a dans le Parti 25 à 30 dirigeants de grandes capacités et en plein développement qui peuvent apporter beaucoup à la direction du Parti. Il importe donc de faire de la place à ces militants.

« C'est pourquoi la commission des candidatures propose qu'un certain nombre de camarades ne soient pas représentés au Comité central et à la Commission centrale de Contrôle financier.

« Ces camarades n'ont nullement démérité ni perdu la confiance du Parti.

« Parmi eux, il en est qui sont les premiers de notre Parti, comme Georges Marrane, Georges Cogniot, Florimond Bonte et Virgile Barel qui étaient avec les 27 du Chemin de l'Honneur.

« D'autres ont joué un rôle important dans la Résistance, parfois ont connu la prison, les camps de déportation. Ils se sont comportés en patriotes exemplaires, en bons combattants communistes.

« Enfin, des camarades plus jeunes sont venus au C.C. à partir des luttes difficiles menées depuis 1947 ».

« A ces camarades, qui ont d'ailleurs tous accepté de ne pas être proposés au C.C., le Congrès est sans doute d'accord pour dire : « Vous avez fait beaucoup pour le Parti. Continuez à faire beaucoup et ensemble nous conduirons le Parti vers de nouvelles victoires » (*l'Humanité*, 18-5-1964). »

Ces explications, si ce sont là des explications, n'éclairent pas beaucoup la question. Si on les suivait, on ferait trois groupes de ceux qui ont été mis à l'écart : ceux dont l'âge explique la retraite, ceux qui sont entrés au Comité central à cause de leur action dans la Résistance (serait-ce donc là une raison d'éviction?), enfin ceux qui sont entrés au Comité central après 1947 (là encore on ne voit pas en quoi cela constitue une raison de mise à l'écart).

Dans le premier groupe, outre Bonte, Barel et Marrane, qui n'étaient plus au C.C. mais à la Commission de contrôle financier, il faut placer Cogniot, le seul nommé, Hénaff, Michaut, tous les trois membres du C.C. avant la guerre, Fernand Grenier, qui, entré au C.C. en 1945, appartient cependant à la vieille garde.

Dans le second groupe, doivent figurer sans doute Marcel Paul, Raoul Calas, Juliette Dubois, Jean Llante, Roger Roucaute, qui appartenaient tous les cinq à la grande « fournée » de la Libération. Ajoutons-y si l'on veut Fernand Dupuy, entré au C.C. lors du Congrès de 1947, c'est-à-dire avant la période des difficultés dont a parlé Plissonnier.

Dans le troisième groupe, il faudrait mettre tous les autres, qui sont 21; ils composent un rassemblement hétéroclite dont l'hétérogénéité défie toute explication.

En réalité, de ces explications officielles, il n'y a guère que deux idées à retenir : on a écarté des militants âgés, pour raison d'âge et de vigueur (mais il reste à expliquer pourquoi ils ont été écartés de préférence à d'autres qui ne sont pas mieux favorisés sous ce double rapport); on a poussé un peu plus loin encore l'élimination de ceux dont le rôle dans la Résistance porte encore ombrage (vingt ans après) à Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch.

QUELQUES RÈGLES

Il faudrait être dans les secrets de la direction du P.C.F. pour connaître les raisons de toutes les éliminations, et il serait fastidieux de formuler pour toutes les hypothèses auxquelles elles donnent lieu. Nous nous bornerons donc à quelques remarques.

Toutefois, on peut essayer de formuler quelques-unes des règles qui semblent présider à l'élimination des membres du Comité central.

On sait que ceux-ci exercent tous des fonctions, soit dans l'appareil central du Parti, soit dans les fédérations départementales, soit dans les organisations satellites. On sait aussi qu'un grand nombre d'entre eux ont à contrôler l'action du Parti dans deux, trois ou quatre départements, en dehors du leur. Il est normal qu'ils soient tenus pour responsables des résultats obtenus dans le secteur dont ils ont la charge : bon esprit du Parti et des organisations satellites, recrutement, succès électoraux, etc. Le Parti ne se trompant jamais, il faut bien que ses échecs aient pour cause la mauvaise application qu'ont faite certains militants de sa « ligne », toujours juste. D'où la nécessité de « boucs émissaires ».

C'est au nom de ce même principe que l'on fera porter par des militants qui ont été plus spécialement chargés de son exécution, l'échec de la politique décidée par la direction qu'il s'agisse d'événements survenus à l'intérieur du Parti (comme la crise de l'Union des Etudiants communistes), ou dans le mouvement communiste international (les relations avec le P.C. italien, par exemple), ou de la politique générale (ainsi, les relations avec le Parti socialiste), les exemples choisis étant de ceux qui permettent d'expliquer certaines mises à l'écart survenues à ce congrès.

Ce principe posé, il faut ajouter aussitôt que son application ne revêt pas un caractère mathématique. Convenons d'abord qu'il est toujours difficile de dire si l'échec d'une entreprise est vraiment dû à celui qui l'a menée : un autre n'eût peut-être pas fait mieux. Mais ce n'est pas la difficulté de saisir les responsabilités qui complique l'application du principe. Il ne s'agit pas tant d'écarter

le responsable d'un échec (ce qui serait la sanction de son incapacité) que de *faire porter par quelqu'un une responsabilité que les dirigeants du Parti ne veulent pas endosser eux-mêmes.*

On comprend que, dans ces conditions, « celui qui paye » ne soit pas toujours celui qui porte le plus de responsabilité dans l'affaire, mais celui dont la mise à l'écart comportera le moins d'inconvénients, ou dont, pour parler familièrement « les actions sont en baisse », qui est moins bien en cour. Car il n'est plus ignoré de personne que les sentiments personnels de Maurice Thorez, et de sa femme, jouent un grand rôle aussi bien dans l'élévation des militants à des fonctions importantes que dans leur éviction. Certains sont maintenus à leur poste, malgré l'âge ou l'incapacité ou les échecs, parce qu'ils sont des amis (ou d'habiles courtisans); d'autres, au contraire, sont précipités avec une brusquerie qui traduit un revirement d'ordre sentimental.

Ajoutons, pour terminer, d'une part que Thorez a fait école dans l'art de chercher au-dessous de soi le bouc qu'on chargera de tous les péchés d'Israël; d'autre part, qu'à la manière de Staline (qui demeure sur plus d'un point son modèle) Thorez a la mémoire longue et qu'il sait attendre pour assouvir ses ressentiments : à preuve, entre autres, la façon dont, depuis 1947, il a, par petits paquets, écarté tous ceux qu'il avait été obligé de faire entrer au Comité central en 1945 à cause de leur rôle dans la Résistance et à qui il reprochait, par devers lui, d'avoir acquis au Parti des mérites auxquels il n'avait pas de part.

LES RAISONS DE QUELQUES ÉLIMINATIONS

Trois femmes ont été éliminées : Juliette Dubois, Lucienne Mazelin et Denise Millerioux : on est en droit d'attribuer la responsabilité de leur départ à Jeannette Vermeersch, qui a la haute main sur le personnel féminin du Comité central. (A noter que le nombre des femmes y demeure le même : 9.) Pourquoi celles-ci ont-elles été frappées? Les raisons des femmes ne sont pas toujours rationnelles, et c'est tout particulièrement le cas — une longue expérience le prouve — des raisons qui motivent les décisions « politiques » de Mme Thorez. Disons seulement qu'elle est bien plus sensible encore que son mari à tout ce qui rappelle que ni lui ni elle n'ont pris part à l'action du Parti dans la Résistance (voir son rôle dans « l'affaire Tillon »). Or, Lucienne Mazelin est une des « héroïnes du Parti » : elle a conduit en 1943 une manifestation de femmes à Paris, rue de Seine. Une telle gloire est utile au Parti, et l'on peut penser que si Lucienne Mazelin est entrée au Comité central en 1954, c'est parce qu'à cette date, après l'affaire Tillon puis l'affaire Lecœur, il était bon de montrer qu'on ne se livrait pas à la chasse aux résistants au sein du Comité central. Ce service rendu, Lucienne Mazelin subit le sort commun et l'exploit qui expliquait son entrée au Comité central explique maintenant son éviction.

Quatre syndicaux ont été écartés : Jean Breteau, Marcel Dufriche, Eugène Hénaff et Marcel Paul (tandis qu'un autre, Léon Mauvais, perdait sa place au Bureau politique). Cela semble le prélude d'un assez grand remue-ménage à la direction de la C.G.T. (Bureau confédéral et Commission administrative) lors du prochain congrès, mais il n'est pas certain que, pour tous, l'explication soit la même.

Hénaff est vieux. Marcel Paul est malade, mais sa maladie semble servir de prétexte pour se débarrasser d'une espèce d'intouchable qui se permettait de ne pas croire au rôle de Thorez dans la lutte contre l'Allemagne, mais qui avait rendu assez de services au Parti pour survivre aux scandales attachés à son passage au Ministère de la Production industrielle et à la direction des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France.

Marcel Dufriche, de la Fédération des Finances et de la Commission administrative de la C.G.T., semble avoir été écarté du C.C. pour la même raison que Léon Feix du Bureau politique : tous deux étaient membres de la *Commission centrale d'études des problèmes d'outre-mer,* ex-« section coloniale »), c'était aussi le cas de Georges Thévenin. A-t-on craint qu'ils ne soient séduits par certaines thèses chinoises? Veut-on procéder au renouvellement du personnel chargé de l'agitation en Afrique, afin que les Africains aient affaire à des militants qui n'étaient pas en place avant l'accès des anciennes colonies à l'indépendace. L'entrée de Suret-Canale au Comité central confirme cette impression : que la direction du P.C.F. veut renouveler celle de ses équipes qui s'occupe des problèmes africains.

Toutefois, on peut supposer au départ de Thévenin une autre explication : Thévenin, depuis plusieurs années, assurait la liaison, du côté français, entre le P.C.F. et le P.C.I. Il se pourrait qu'il ait été victime de la détérioration des rapports entre les deux partis, détérioration que la crise de l'U.E.C. a fait apparaître à tous les yeux.

Autre groupe : Georges Cogniot, Victor Michaud, Fernand Dupuy... ont longtemps été du « brain-trust » personnel de Maurice Thorez. Cogniot lui prêtait sa plume. Dupuy a été le chef de son secrétariat. Il a été remplacé dans ces fonctions par *Jacques Denis* (3), présenté, lors de son entrée au Comité central en 1961 comme « *collaborateur du*

(3) Jacques Denis, de son nom véritable Jacques Spievak, né en 1922, à Metz, Français d'origine polonaise, a été secrétaire de la *Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique* (F.M.J.D.), pendant une dizaine d'années. A ce titre, il a résidé longtemps à Prague.

Comité central » (*Cahiers du Communisme*, juin 1964, p. 595). Garaudy a pris peu à peu la place occupée jadis par Cogniot et lui-même semble céder le pas à une équipe de « philosophes » plus jeunes, mieux aptes à utiliser l'interprétation « post-stalinienne » de la pensée marxiste-léniniste.

La Commission de contrôle financier a été entièrement renouvelée. Elle comprend désormais :

Pierre DOIZE, président
Léandre LETOQUARD
Théo VIAL
Michel VANDEL
Jean TRICART

Tous les cinq étaient membres du Comité central. Leur affectation à la Commission des Finances constitue tout le contraire d'une promotion.

Doize a perdu récemment le secrétariat de la Fédération des Bouches-du-Rhône (durant que le grand patron de cette fédération, François Billoux, se trouvait au Vietnam, en compagnie de Léo Figuères, écarté du secrétariat, et de Hénaff, écarté du Comité central).

Letoquart, lors de la session d'octobre 1963 du C.C., s'était fait l'écho de protestations de militants du Pas-de-Calais contre la politique d'alliance avec les socialistes, notamment avec Guy Mollet (« qui a toujours trahi et trahira toujours ») (4).

Michel Vandel fit son autocritique au temps de « l'affaire Marty », Théo Vial au temps de « l'affaire Lecœur » (voir leurs interventions au congrès de 1954). De même, Raoul Calas, qui fut secrétaire de Marty, ne figure plus au C.C. Faut-il voir dans ces rétrogradations et cette élimination une séquelle de ces vieilles affaires? (5)

Louis Baillot fut longtemps un des dirigeants de l'U.G.R.F., puis membre du Bureau national du Mouvement de la Jeunesse communiste. Bien qu'il ait été chargé plus récemment de l'action dans les milieux intellectuels d'orientation technicienne (il est lui-même ingénieur), Baillot demeurait au Comité central (avec Leroy, Paul Laurent, Guy Ducoloné) un de ceux qui suivaient l'action des jeunes, donc celle aussi des étudiants. La responsabilité de la crise de l'U.E.C. devait être imputée à l'un des quatre : c'est le moins bien en cour et le dernier en grade qui a écopé.

(4) Le « successeur » de Letoquart au Comité central, Raymond Dumont, secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, a publié dans *France Nouvelle* (3-9 juin 1954) un article (« *Notre politique unitaire dans le Pas-de-Calais* ») qui contient implicitement l'explication de la rétrogradation de Letoquart. Il y est parlé des « *fausses conceptions qui défigurent la politique unitaire* » du Parti dans le Pas-de-Calais.

(5) C'est un fait courant dans l'histoire du P.C.F. et de l'Internationale Communiste que ces règlements de compte à très long terme. On ne s'étonnera pas que la direction du Parti ait cru nécessaire de se souvenir de ces conflits vieux de dix ans et plus, puisqu'une campagne pour la réhabilitation de Marty a été entamée voici déjà un an (« *Le Débat Communiste* », n° 17-18 - 15 juillet - 15 août 1963) par Jean Chaintron, et qu'un comité d'honneur a été créé à cet effet.

Les membres du Comité central

TITULAIRES (70)

Andrieu René (1961), Ansart Gustave (1954), Aragon Louis (1950), Ballanger Robert (1945-1959), Balmigère Paul (1959), Besse Guy (1956), Billoux François, Bordu Gérard (1961), Brunet Auguste (1956), Burles Jean (1954), Calvetti Oswald (1954), Capiedvic Jean (1961), Chambaz Jacques (1961), Clavaud Fernand (1959), Couillet Michel (1959), Courtieu Paul (1956), Denis Jacques (1961), Duclos Jacques, Ducolone Guy (1950), Dumont Yvonne (1947), Faivre André (1961), Fajon Etienne, Feix Léon (1947), Figuères Léo (1945), Frachon Benoît, Frischmann Georges (1950), Garaudy Roger (1945), Gosnat Georges (1954), Guyot Raymond, Joannes Gisèle (1956), Joannes Victor (1947), Jourdain Henri (1964), Jourd'hui Bernard (1956), Kanapa Jean (1959), Krasucki Henri (1956), Lakota Robert (1961), Lanternier Lucien (1954), Laurent Paul (1956), Lazzarino Georges (1956), Leroy Roland (1956), Lespiau Jean (1961), Lesschaeve Léon (1961), Marchais Georges (1956), Martin Henri (1956), Mathey Lucien (1959), Mauvais Léon, Merlot André (1956), Ooghe Jean (1956), Paganelli Serge (1961), Piquet René (1961), Plissonnier Gaston (1950), Ramette Arthur, Rieu Jean (1956), Rigout Marcel (1961), Rochet Waldeck, Rol Tanguy (1964), Rosette Marcel (1956-1961), Sanguedolce Joseph (1954), Seguy Georges (1954), Sève Lucien (1961), Souquière André (1956), Stil André (1950), Thorez Maurice, Vaillant-Couturier Marie-Claude (1945), Valignat Fernande (1947), Vallin Camille (1959), Vermeersch Jeannette (1945), Vieuguet André (1959), Villon Pierre (1945), Vincent Madeleine (1954).

SUPPLÉANTS (23)

Brun Jean, Buchmann André, Chastellain Paul, Duc Gabriel, Dumont Raymond, Dupont Louis, Gaillard Serge, Gelly Jacqueline, Guillemot Armand, Hugel Cécile, Jaquin Pierre, Lauprêtre Julien, Leclerc Roger, Le Gall Paul, Loubet Roger Peran Yves, Pranchère Pierre, Rimbaud Jacques, Roux Jacques, Simon Michel, Suret-Canale Jean, Vignes Madeleine, Zaidner Marcel.

N.B. — Les dates qui suivent les noms des titulaires sont celles de l'entrée de ceux-ci au Comité central.

LES NOUVEAUX VENUS

Deux militants sont entrés au Comité central comme titulaires :

Henri Jourdain qui, avant d'être membre de la Commission de contrôle financier (depuis 1961), a été longtemps l'un des secrétaires de la F.S.M. Il est directeur politique de la revue « *Economie et politique* », cette revue dont l'équipe rédactionnelle a donné tant de tablature à la direction du Parti il y a quelques années, jusqu'à ce qu'Henri Jourdain ait été mis à sa tête pour faire régner la discipline (6);

(6) Comme Jacques Denis, H. Jourdain a été membre de l'appareil « nouveau style » du Mouvement Communiste International : ceux qui ont connu le Komintern disparaissant peu à peu, il est bon de faire entrer au Comité central des hommes ayant des relations dans le Mouvement Communiste International, à condition qu'ils n'en usent pas à titre personnel.

Rol-Tanguy, qui manifestement prend la place laissée libre par la mort de Malleret-Joinville.

Les indications biographiques données sur les 23 suppléants, tous des nouveaux, prouvent qu'on a cherché à renouveler plus qu'à rajeunir : l'âge moyen de ces 23 nouveaux dépasse 34 ans. Sept d'entre eux sont au-delà de la quarantaine et deux au-delà de la cinquantaine. (En 1961 l'âge moyen des seize nouveaux était 36 ans, mais trois seulement atteignaient ou dépassaient les quarante ans.)

Dès règles analogues à celles qui président aux évictions rendent compte des nominations.

Il est nécessaire que certaines organisations — organisations du Parti ou organisations satellites — soient représentées au sein du Comité central. Plus exactement, il faut que certains de ceux qui mènent l'action du Parti dans ces organisations participent aux réunions du Comité central pour rendre compte directement et directement recevoir des ordres. Aussi, si celui qui exerçait cette fonction vient à être écarté, il est remplacé au C.C. par un militant exerçant une fonction analogue.

Toutefois, ce remplacement n'est pas automatique, car tel secteur qui présentait, à une époque donnée, un intérêt très grand, peut perdre de son importance politique. Il pourra se révéler inutile de remplacer celui qui le représentait au Comité central : ainsi s'explique sans doute la diminution assez sensible depuis 1959 du nombre des responsables cégétistes au sein du Comité central.

On a vu le « colonel » Rol-Tanguy prendre la place du « général » Malleret-Joinville : c'est pour que le Comité central garde une prise directe sur ce qui, dans l'armée, est issu de la Résistance.

La direction de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T. est, pour une part, aux mains de « non-communistes » et c'est un « non-communiste », André Berteloot qui représente cette union au Bureau confédéral. Aussi est-il nécessaire, pour prévoir toute déviation, que le Comité central soit en contact direct avec cette organisation. Dufriche remplissait jadis cette fonction : ce sera le rôle maintenant de Roger Loubet, « inspecteur des contributions directes ».

Une analyse minutieuse montrerait qu'on a maintenu la représentation au C.C. de certaines fédérations départementales, tout en changeant les titulaires (c'est le cas pour la Meurthe-et-Moselle, la Loire, le Pas-de-Calais). Par contre, on a fait « monter » au Comité central des responsables de fédérations qui n'étaient pas représentées dans le précédent Comité central.

Les deux traits qui frappent le plus sont les suivants :

D'abord, le nombre relativement élevé des intellectuels parmi les nouveaux venus. On y compte, outre un instituteur, Raymond Dumont, secrétaire fédéral du Pas-de-Calais (qui remplace Léandre Letoquart), quatre professeurs qui sont là, si l'on peut dire, ès qualité : *Pierre Juquin,* professeur d'allemand, membre du Comité fédéral de Seine-Sud; *Jacques Roux,* professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier, membre du Bureau fédéral de l'Hérault; *Michel Simon,* professeur de philosophie, membre du Comité fédéral du Nord; *Jean Suret-Canale,* professeur d'histoire, directeur adjoint du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (C.E.R.M.).

Déjà, parmi les 16 nouveaux de 1961, on comptait trois professeurs : *René Andrieu,* rédacteur en chef de l'*Humanité, Jacques Chambaz* et *Lucien Sève.*

Cela traduit deux choses : l'importance attachée aux milieux intellectuels, plus particulièrement à l'université; le souci (déjà signalé) de procéder au renouvellement de la pensée du Parti dans le style « post-stalinien ». Jacques Chambaz est un des malheureux qui peinent sur l'histoire du P.C., dont la publication est sans cesse remise; Lucien Sève travaille, comme Garaudy, à redresser les erreurs philosophiques du temps du « culte de la personnalité de Staline ». Quant à Suret-Canale, il s'emploie tout particulièrement à donner une version de l'histoire des pays africains conforme aux intérêts politiques du Parti.

Rapprochée de la rétrogradation ou du limogeage de L. Feix, de L. Figuères, de Thévenin et de Dufriche, la nomination de Suret-Canale au Comité central constitue le second fait frappant de la nouvelle fournée.

Suret-Canale s'est rendu en Guinée aussitôt après la proclamation de l'indépendance. Il enseigna au lycée de Conakry, puis dirigea l'Institut de Recherches de Guinée (ancienne section guinéenne de l'I.F.A.N.) ainsi que l'Ecole normale supérieure de Kindja. Il est l'auteur de manuels d'histoire à l'usage de l'enseignement secondaire en Afrique, manuels où se manifeste avant tout le souci de propager la doctrine communiste. Il a recruté des enseignants et des techniciens pour la Guinée et le Mali. Bref, il symbolise les nouvelles méthodes d'action que les communistes français ont mission d'appliquer en Afrique.

Ces méthodes réussissent. A preuve, le télégramme envoyé par Sékou Touré pour féliciter Suret-Canale de son entrée au Comité central. Léon Feix n'aurait assurément pas reçu un télégramme de ce genre (7).

---

(7) En voici le texte : « Nous nous réjouissons profondément de votre élection au Comité central de votre Parti. Cette confiance est digne de vos activités militantes et de votre fidélité constante à la cause du progrès démocratique que vous avez défendu courageusement en Afrique contre les menées impérialistes et colonialistes. Nous vous exprimons la confiance de notre peuple et de notre Parti, et vous adressons nos vœux d'excellente santé pour un succès toujours plus grand. — Ahmed Sekou Touré. » (*L'Humanité,* 30-5-1964.)

Les militants communistes français et la "déviation" chinoise

Il n'est jamais facile de connaître les réactions que provoquent chez les « *militants de base* » du Parti communiste des épisodes à sensation de la vie du mouvement communiste international comme, hier, la dénonciation du « *culte de la personnalité* », ou, aujourd'hui, la « déviation » chinoise. La difficulté ne vient pas de l'étendue de l'enquête qu'il faudrait mener, ni même de la répugnance que montrent toujours les militants du Parti à parler de choses de ce genre avec les gens de l'extérieur, devant qui ils se bornent à répéter la leçon apprise : elle vient avant tout de ce que, à l'intérieur même du Parti, les militants ne montrent aucun empressement à se prononcer sur des questions aussi délicates, attendant, pour avoir un avis, que le Bureau politique ait pris position et souhaitant qu'on ne leur demande qu'à approuver sans réserve ses déclarations.

Autrement dit, il est difficile de connaître les réactions personnelles des militants de « base », parce que les militants de « base » s'efforcent de cacher leurs réactions personnelles, et même de n'en pas avoir.

Heureusement, l'observateur extérieur n'est pas seul à se heurter à cette tendance au mutisme. Elle gêne aussi, pour d'autres raisons, les dirigeants du Parti. Ils ont besoin de connaître ce que pensent vraiment les militants (surtout ceux qui sont déjà nantis de responsabilités) et ils se méfient d'une approbation mécanique qui pourrait dissimuler des réserves, des oppositions plus ou moins avouées. C'est pourquoi ils demandent, sans obtenir toujours satisfaction, que la discussion s'engage dans les cellules sur les questions de ce genre.

Ces provocations à la discussion surprennent souvent les observateurs qui, ou bien s'imaginent que c'est de la frime, ou bien croient pouvoir en déduire que le Parti communiste n'est peut-être pas gouverné aussi despotiquement qu'on le dit.

En réalité, les dirigeants ne réclament pas la discussion pour prendre l'avis des militants. Ils veulent, selon une formule devenue célèbre dans le Parti, que les bouches ne restent pas cousues, afin de savoir ce que chacun pense au fond de lui-même, et cela soit pour prendre à l'égard de ceux qui seraient en désaccord les précautions qu'ils jugeraient utiles, soit, c'est sans doute le cas le plus fréquent, pour les amener par la critique et l'auto-critique, par une pression intellectuelle et morale efficace, à extirper leurs conceptions hérétiques, à faire corps entièrement avec les idées qui représentent, momentanément, la « ligne » du Parti.

La discussion n'a donc pas pour objet l'élaboration de la politique du Parti, mais la révélation, puis l'élimination des désaccords. Elle est un des moyens du despotisme totalitaire au sein du Parti. Elle est destinée à faire disparaître de la pensée des militants ces « coins secrets » dont l'existence est une des garanties et une des conditions de la libre vie de l'esprit, de sa vie tout court.

RÉPUGNANCE A LA DISCUSSION

Depuis plus d'un an (1), les dirigeants du P.C.F. s'efforcent de provoquer dans les cellules du Parti une de ces discussions qu'on pourrait dire « révélatrices » ou « inquisitoriales » au sujet de la question chinoise. On en trouve des échos — rares, mais qui n'en offrent que plus d'intérêt — dans les interventions des quelques militants qui ont pris la parole après le rapport de Waldeck-Rochet « *sur la situation du mouvement communiste international* » lors de la session des 5 et 6 octobre 1963 du Comité central (2).

Le premier écho que l'on recueille vient confirmer l'espèce de loi énoncée plus haut : les militants hésitent à engager la discussion.

« *Dans le Parti, c'est très net,* déclarait René Piquet. *Il n'y a pas pour l'essentiel de désaccord sur notre position. Il y a même une approbation spontanée... Mais, à partir de là, il faut beaucoup aider la discussion. En général, dans nos sections et cellules, les camarades n'engagent pas d'eux-mêmes la discussion. Il faut aider, susciter. Je suis allé dans l'Yonne, les camarades me disaient : Chez nous pas de problème... on ne discute pas* (3). »

Ces militants pensaient ainsi donner la preuve de leur fidélité. Ils ont dû être surpris de s'entendre répondre qu'« *il faut nécessairement engager la discussion dans tout le Parti* ».

---

(1) Dans son article de la *Pravda* et de *l'Humanité* du 25 avril 1964, Thorez prétend avoir fait preuve de bonne volonté à l'égard du P.C. chinois en ne portant « *à la connaissance de tout le Parti, et uniquement du Parti, en 1962 seulement* », les interventions des délégués du P.C.F. à la conférence de 1960. Or, des deux brochures de « *documents intérieurs réservés à l'usage des militants du Parti communiste français* » qui contiennent ces interventions, l'une porte la date de novembre 1961, l'autre celle de janvier 1963.

(2) Ces débats ont fait l'objet d'une publication en une brochure de 96 pages, octobre 1963, contenant le rapport de W. Rochet, les interventions de Jacques Denis, Auguste Gillot, Lucien Sève, René Piquet, Jean Breteau, Jeannette Vermeersch, Léandre Letoquart, André Souquière et Maurice Thorez, ainsi que le texte de la résolution. Titre de la brochure : « *Documents sur la situation du mouvement communiste international.* »

(3) René Piquet, entré au Comité central en 1961, est secrétaire de la Fédération du Loir-et-Cher. Mais, comme beaucoup d'autres membres du C.C., il est chargé de superviser l'action d'autres fédérations, dont, on le voit ici, celle de l'Yonne.

Toutefois, dans d'autres fédérations, il semble que les militants se soient peu à peu décidés à ouvrir la bouche. Jacques Denis a signalé, dans le Haut-Rhin, « *une plus grande prise de conscience* », depuis les vacances, « *de la gravité de l'attitude des dirigeants chinois* » ; dans la section d'Ivry-Sud, « *des cellules ont tenu plusieurs réunions consécutives pour discuter et pour approfondir ces questions du mouvement international* ».

En réalité, là où l'on discute, on se hâte de le faire, sans chercher à aller au fond des choses, et Lucien Sève de déclarer : « *Nous ne pouvons absolument pas nous satisfaire de l'accord que souvent des camarades expriment sur ces questions avant même toute discussion sur le fond. Nous devrons poser et approfondir les problèmes au-delà de cet accord immédiat que nous enregistrons à peu près sans exception.* »

Au fond, les militants préféreraient n'avoir pas à évoquer ce sujet. Cela explique que certains aient demandé, selon Jeannette Vermeersch, s'il était bien opportun que les Soviétiques parlent « *publiquement de ces questions* » ou suggéré qu'on laisse Soviétiques et Chinois régler cette affaire entre eux, puisqu'il s'agit d'un différend purement sino-soviétique.

On évoque aussi les possibilités d'erreur. « *On s'est trompé dans le passé. Peut-être pourra-t-on se tromper encore.* » Sur quoi s'est-on trompé ? Mais sur Tito et la Yougoslavie.

René Piquet a rencontré « *quelques militants qui disent : attention, ne faisons pas comme avec la Yougoslavie. Ne jugeons pas sur des faits secondaires* ».

Et Jeannette Vermeersch rapporte de son côté ces propos : « *On s'est bien trompé avec la Yougoslavie. Est-ce qu'on ne se trompe pas avec la Chine ?* »

C'est une invitation à rester en dehors du débat.

De là vient aussi que, toujours selon J. Vermeersch, d'autres sont sensibles aux inconvénients que présenterait la réunion d'une nouvelle conférence internationale et pensent qu'il « *vaudrait mieux attendre un apaisement, une cessation des polémiques publiques* ».

Manifestement, l'affaire sino-soviétique est, pour les militants, un calice où ils ne trempent le bout des lèvres qu'avec répugnance (4).

(4) Fait étrange : des militants auraient mis en doute la réalité du conflit. Voici ce qu'a dit à ce sujet J. Vermeersch :

« Un autre argument a été développé : « Ce sont des discussions fictives entre les Russes et les Chinois pour obliger les Américains à signer le traité de Moscou. »

Interruption : C'est à la télévision qu'on a dit cela.

J. V. : Oui, c'est la télévision qui a dit cela. Mais cela se raconte dans les cellules ! Ce qui signifie que nos camarades ne sont pas imperméables à la propagande gouvernementale. »

CONSTERNATION

Sur le conflit, l'ensemble du Parti se déclare d'accord avec l'idée que la ligne défendue par les dirigeants du P.C. chinois est fausse. Il n'y a, selon Lucien Sève, qu'« *un nombre infime d'exceptions à cet accord* ».

Toutefois, remarque J. Vermeersch, « *quand commence la discussion, on s'aperçoit que, sur certaines questions, il y a du trouble* ».

L'approbation rencontrée est unanime, déclare Léandre Letoquart, mais, ajoute-t-il, « *je ne pense pas que pour autant nous puissions dire qu'il n'y ait pas dans notre fédération de camarades épousant, peut-être et même certainement involontairement, les thèses des Chinois, les épousant, non pas dans leurs paroles (ils ne viennent pas aux réunions pour affirmer qu'ils sont d'accord avec ces thèses), mais surtout dans la pratique* ».

Si les militants qui sont troublés par les affirmations des Chinois se gardent de le dire, ce qui n'est pas nouveau, on comprend que les dirigeants du Parti insistent pour qu'on discute afin que l'on sache exactement où chacun en est, quelle est l'étendue des ravages.

Le sentiment qui semble prévaloir est la consternation, presque le désarroi.

L. Letoquart a rapporté ces mots d'un camarade :

« Je suis désemparé. Je pensais que la rencontre de juillet entre les dirigeants du P.C. chinois et les représentants du P.C. de l'Union soviétique allait aboutir à la réconciliation. »

« Un autre disait : « Je suis beaucoup plus consterné qu'indigné. » Un autre ajoutait : « On peut déplorer l'attitude des dirigeants du P.C. chinois, mais on ne peut les condamner. »

Les perspectives qu'ils entrevoient les consternent autant que la polémique d'aujourd'hui.

« Des camarades s'interrogent : « L'attitude des camarades chinois, disent-ils, ne peut-elle pas mener à une scission ouverte et même à une guerre ? » Un camarade de la Meuse a pu dire : « Je considère qu'une scission serait une véritable catastrophe. »

C'est là un état d'esprit des plus fâcheux, et Letoquart (qui exprimait certainement la pensée de la direction du Parti) s'est appliqué à montrer que la scission ne serait pas le pire.

LES QUESTIONS POSÉES

Quelles sont les questions posées ? Quels sont les points sur lesquels les thèses chinoises semblent rencontrer de la faveur?

Tout le monde écarte l'affirmation selon laquelle, après une guerre thermo-nucléaire, qui entraînerait la ruine définitive du capitalisme et de l'impérialisme, on construirait très vite un monde radieux, affirmation qui conduit, non pas à souhaiter cette guerre, mais à ne plus la craindre au point de tout subordonner à l'action pour la prévenir.

Cependant, J. Vermeersch note que, dans certaines cellules, on dit : « *Les révolutions, c'est vrai, sont apparues à l'occasion des guerres* », thèse qui a été longtemps reçue dans l'ensemble du mouvement communiste international, au moins jusqu'à la mort de Staline, et même deux années après.

Par contre, des militants se demandent si la conception chinoise de la révolution n'est pas la meilleure.

« *On dit : « La paix est possible, oui, mais le passage pacifique, c'est une autre question »... Dans une cellule de Rouen, un camarade a l'opinion que l'on n'est pas assez révolutionnaire* », a rapporté J. Vermeersch. Et Letoquart, assez abusivement d'ailleurs, a mis sur le compte des influences chinoises la répugnance dont témoignent certains militants à l'égard du rapprochement avec la S.F.I.O.

« On trouve encore des camarades disant : « A quoi bon aller vers les socialistes », ou encore : « Ah! oui, l'unité avec Guy Mollet, mais il a toujours trahi, il trahira encore. » Et aussi : « Ce n'est pas en reculant devant l'adversaire que nous changerons quelque chose. » Ces réflexions reflètent l'étroitesse, le sectarisme, qui sont des terrains favorables aux thèses chinoises. »

Toutefois, ce qui trouble le plus les militants, la question qu'ils posent le plus souvent et qu'ont rapportée presque tous les orateurs qui sont intervenus dans la discussion, se trouve ainsi formulée par L. Letoquart :

« Les camarades veulent savoir comment un grand parti comme le Parti communiste chinois a pu en arriver là. Ils veulent savoir comment un dirigeant comme Mao Tsé-toung a pu arriver à des positions aussi erronées. »

Cette question est d'autant plus légitime que les dirigeants communistes français (peut-être plus que d'autres) avaient jusqu'à ces dernières années loué outre mesure les mérites du P.C. chinois et de ses chefs.

Il n'est pas possible de laisser cette question sans réponse : la règle est en effet de ne jamais permettre aux militants de s'interroger. Il faut, s'ils s'interrogent, que la réponse soit prête et leur permette de se rendormir sur le mol oreiller du dogme.

Les dirigeants du P.C.F. s'emploient tout d'abord à écarter l'explication qui vient normalement à l'esprit de gens formés à l'école du matérialisme historique, pour qui les idées sont le reflet de la réalité politico-sociale : l'orientation politique actuelle de Mao ne peut être le fait des circonstances particulières à la Chine.

C'est Lucien Sève, nouveau philosophe patenté du P.C.F., entré au Comité central en 1961 (5), qui a été chargé de cette besogne.

« Certains mettent en avant des données comme le retard historique de la société chinoise, sa position dans le champ des forces mondiales, etc., tendent, en somme, au nom du matérialisme historique, à conclure que « les choses étant ce qu'elles sont », l'attitude des dirigeants du Parti communiste chinois a le caractère d'un phénomène naturel. Cette conception fataliste du matérialisme historique, profondément contraire à son esprit (et que nous avons déjà dû combattre à l'époque où certains camarades disaient qu'en somme les fautes de Staline avaient été historiquement inévitables) en présentant les erreurs de ces dirigeants chinois comme conformes à un certain ordre des choses les excuse et par conséquent, *prépare une certaine attitude conciliatrice* (6)... Le matérialisme historique n'est nullement un fatalisme, car, comme l'a maintes fois dit Engels, la nécessité du développement social passe par la conscience des hommes qui peuvent lui commander en lui obéissant. Aux camarades qui nous demandent de « comprendre » les dirigeants chinois, nous pouvons répondre que, précisément parce que nous les comprenons bien, nous sommes résolus à les combattre. »

Les Chinois n'ont donc pas d'excuse. Leurs erreurs leur sont imputables. Il y a de la malignité dans leur cas. Ils doivent être traités, non comme des victimes de la nécessité historique, mais comme des coupables (7).

Letoquart, lui, a cherché l'explication dans cette direction là. Il a rappelé son voyage à Pékin en 1961. Il a rapporté quelques propos des dirigeants communistes chinois qui dénotaient de leur part, soit une grande ignorance de l'état d'esprit des communistes français, soit un grand mépris pour leur manque

(5) La notice biographique publiée à cette occasion disait : « *Lucien Sève : 33 ans, professeur. Adhésion au Parti : 1950. Membre du Bureau fédéral des Bouches-du-Rhône.* »

(6) Cette attitude conciliatrice est la bête noire des dirigeants communistes français. J. Vermeersch, à qui l'on peut toujours faire confiance lorsqu'il s'agit d'exprimer les choses sans nuance, s'est exprimée ainsi à ce sujet :

« C'est une grande bataille qu'il faut mener sans défaillance et sans conciliation... La conciliation sur ls principes est un danger qui menace. Elle est dangereuse, car elle risque de laisser se développer des courants nuisibles à la cause de la paix, du socialisme, de l'unité de notre mouvement... Il faut combattre l'esprit de conciliation. La conciliation avec la ligne des dirigeants chinois serait un grand danger, pas seulement pour le mouvement international en général et les Chinois eux-mêmes, mais aussi pour nous-mêmes. »

(7) René Piquet qui n'est pas, lui, un philosophe patenté (sa notice biographique le dit mécanicien) a développé la même idée en récitant ce qu'on lui a appris dans les écoles du Parti :

« Les idées qui ont germé dans le cerveau des dirigeants chinois sont pour une part le résultat de leur propre expérience, de leur pratique, que ce soit les longues années de lutte armée, les conditions historiques particulières. Sur la base de cette pratique, peuvent naître des idées que nous ne partageons pas, parce que les idées ne sont pas toujours le reflet objectif de la réalité. Ce reflet peut être déformé, totalement renversé même. Ça peut être une explication pour l'origine des erreurs des dirigeants chinois. »

On se demande ce qu'il peut bien rester, après cela, du matérialisme historique. Qui pourra jamais garantir que les idées qu'on aura tirées de la pratique ne sont pas le « *reflet renversé* » (donc faux?) de cette pratique.

d'allant révolutionnaire (8). Il a rapporté aussi l'impression que les dirigeants chinois cédaient au pessimisme, et que ce sentiment expliquait leur attitude politique.

« Ces jours derniers, j'ai relu des notes que j'avais prises... lorsque le directeur de l'Institut économique de Pékin nous avait donné une conférence. Et, à la lecture de ces notes, il est possible de s'apercevoir que déjà à l'époque, en 1961, son exposé était empreint d'un certain pessimisme : ne faut-il pas penser que les camarades chinois ont baissé les bras devant l'immensité de la tâche? Ne faut-il pas penser que, devant les difficultés, ... ils ont misé sur la guerre ? »

Un tel découragement n'est pas bolchevik, surtout de la part d'hommes qui ont le pouvoir, comme le souligne Letoquart.

Toutefois, cela ne suffirait pas à disqualifier, à déshonorer Mao Tsé-toung et ses collègues. Selon la règle qu'on pourrait dire de la « culpabilité régressive », à mesure que le conflit s'aggrave, on s'aperçoit que la racine des désaccords est beaucoup plus ancienne, et que le Mao d'avant 1939 était déjà un « déviationniste ».

« *Peut-être y a-t-il ici chez nous à faire notre autocritique d'avoir publié ces textes de Mao Tsé-toung sans les connaître* », a déclaré J. Vermeersch, qui a ajouté : « *Moi, en tout cas, je fais la mienne. Je ne lisais pas les textes théoriques des camarades chinois.* »

Elle les a lus depuis, à la lumière du conflit sino-soviétique, et elle s'est aperçue que Mao y « *développe une idéologie assez éloignée du marxisme* ».

Les développements présentés par Lucien Sève sur le même thème offre évidemment plus d'intérêt :

« On trouve, chez un certain nombre de camarades, notamment intellectuels, l'idée que Mao Tsé-toung est un très grand théoricien marxiste, y compris dans le domaine philosophique. N'a-t-il pas écrit sur la théorie marxiste de la connaissance (« A propos de la pratique »), sur la dialectique (« A propos de la dialectique ») des choses auxquelles nous nous sommes référées souvent, que nous avons utilisées dans des conférences, des cours, des livres, que nous avons citées comme exemples d'analyses philosophiques, plus riches, plus vivantes, plus profondes que celles de Staline... »

Lucien Sève explique ensuite qu'il n'est pas inconcevable qu'un homme qui, comme Mao en 1937, a lutté contre le dogmatisme, y tombe à son tour, d'autant plus que « *la déviation dogmatique court comme un fil rouge tout au long de l'histoire du Parti communiste chinois* ». A preuve, la lutte menée jadis contre elle par... Mao.

D'autre part, le philosophe numéro deux du Comité central, a repris les textes autrefois tenus pour géniaux, et, « *rendu plus vigilant dans [sa] relecture* », il a eu « *le sentiment que ces textes étaient beaucoup moins satisfaisants* » qu'il l'avait pensé à une certaine époque.

Relevons cet exemple :

« Traitant de la spécificité de la contradiction dialectique, Mao Tsé-toung avance cette idée séduisante et qui, à l'époque, chez les philosophes communistes, a souvent été considérée comme très riche, que, dans le développement des phénomènes, il y a généralement, non pas une, mais plusieurs contradictions, dont l'une est principale et les autres secondaires, *la contradiction principale pouvant à un autre moment devenir secondaire* et une contradiction secondaire pouvant devenir principale. »

Or, continue Lucien Sève, il y a un lien entre cette conception et la thèse chinoise selon laquelle « *la contradiction entre l'impérialisme et le socialisme ne serait plus que la contradiction secondaire tandis que la contradiction entre l'impérialisme et le mouvement de libération nationale serait devenue la contradiction principale* ».

Comme cette affirmation est contraire à la « ligne » du Parti, il faut que la théorie philosophique à laquelle elle est liée soit fausse, qu'on l'ait cru riche par erreur — et Lucien Sève indique, sans rire, que ce serait un excellent sujet de recherche que de « *se demander comment et pourquoi la thèse sur l'échange des rôles entre contradiction principale et contradiction secondaire joue dans les analyses du P.C. chinois, non pas du tout un rôle créateur, mais bien plutôt un rôle liquidateur par rapport à des thèses absolument centrales du marxisme* ».

N'est-elle pas significative de la prétendue profondeur de la pensée marxiste, cette conception des rapports entre la théorie et la pratique ?

CLAUDE HARMEL.

---

(8) « Durant notre voyage en Chine, je fus frappé par quelques réflexions des camarades chinois qui dénotaient une méconnaissance totale de la situation dans les pays occidentaux, du travail d'unité de notre Parti, du travail d'union, du travail de masse, des communistes dans les pays capitalistes.

« Par exemple, nous étions en Chine à l'époque où les paysans dressaient des barrages sur les routes de France. Eh bien, un jour, nous avons vu un camarade chinois nous poser la question : « Sont-ils armés, ces paysans sur les barrages? Ont-ils des mitraillettes? »

« Un jour, un dirigeant à un échelon assez élevé nous a posé la question : « Avez-vous encore des maquis armés en France? »

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8e).

La guerre froide russo-chinoise

La guerre froide, c'est-à-dire un état d'hostilités déclarées mais sans recours aux armes, bat son plein entre les deux Empires dont les dirigeants se prétendent communistes. Cela s'appelle aussi coexistence pacifique, expression mise en circulation par Staline et devenue principal slogan de propagande sous son successeur. Les hostilités se manifestent par saccades sous forme d'écrits, de rapports, d'articles et de discours que les deux parties diffusent largement à travers le monde, avec l'aide de toute la presse non communiste qui en reproduit l'essentiel. Le temps n'est plus où les communistes de Moscou jouissaient d'une sorte de monopole pour répandre leurs thèses et leurs dénigrements tandis que les dissidents ne pouvaient s'exprimer que dans des publications minuscules à l'usage d'une audience très restreinte. A présent les communistes de Pékin disposent de puissants moyens pour riposter à leurs adversaires et leurs proses nous inondent ; même ceux de Tirana peuvent compter sur les journaux « impérialistes » pour leur faire écho, ne serait-ce que par spéculation sur le goût du public pour le déballage de linge sale et pour les injures truculentes ou pittoresques. De sorte que l'information, dans cette affaire, abonde au point de permettre le commentaire sans nécessiter de multiples citations et références.

Tout le monde a pu constater que les frères ennemis se répètent à l'infini, qu'ils échangent inlassablement leurs accusations monotones, qu'ils se dénient réciproquement la qualité de marxistes-léninistes, qu'ils s'attribuent respectivement le rôle prédestiné d'interprètes infaillibles de la doctrine intangible. Il ne s'agit donc pas d'une discussion à proprement parler, où les arguments se répondraient les uns aux autres, mais d'une technique obsessionnelle qui tend à rassembler, chapitrer et fanatiser des partisans ralliés sous l'impulsion de mobiles extrêmement divers et contradictoires. Un comportement rationnel de communistes sincères et de sang-froid aboutirait à renvoyer dos à dos leurs leaders convaincus de nationalisme, de chauvinisme, de racisme et d'impérialisme, c'est-à-dire de tendances incompatibles avec l'a.b.c. du communisme.

Alors que la guerre froide menée par Moscou et Pékin contre les nations indépendantes se déroule à sens unique, sans que les démocraties s'avisent de rendre les coups, celle que Pékin et Tirana mènent contre les Soviétiques et leurs satellites a provoqué des répliques tardives, d'abord faibles et conciliantes, puis de plus en plus vigoureuses mais toujours étonnamment contenues, réservant l'avenir. Autrement dit, l'attitude de Khrouchtchev n'a cessé d'être défensive, nonobstant l'agressivité croissante de Mao et d'Enver, même quand Khrouchtchev se laisse aller dans ses improvisations à des sarcasmes qui malmènent ses impitoyables critiques. En tant que parti, les Soviétiques prennent bien garde de couper les ponts et ne manquent aucune occasion de proclamer que tout peut encore s'arranger pourvu qu'on s'abstienne de se quereller en public et qu'on tienne des conférences successives bien préparées pour marchander le prix d'un accommodement qui sauverait la face. On est frappé du ton presque suppliant de certaines missives soviétiques aux chers camarades chinois. Même le long rapport de Souslov, annoncé longtemps d'avance comme une « riposte décisive » aux diatribes des opposants, n'est en réalité qu'un autoplaidoyer malgré quelques passages d'aspect plus viril. Ce n'est pas ainsi que les bolcheviks polémisaient avec leurs contradicteurs quand ils voulaient les déconsidérer avant de régler leur compte. Le contraste est saisissant entre les accusations meurtrières, apparemment définitives, et les efforts obstinément poursuivis afin de trouver un compromis de façade.

L'insistance des uns à obtenir la réunion d'une conférence que les autres refusent avec insolence trahit en vérité un embarras extrême des gens de Moscou qui cherchent en vain une issue à l'impasse actuelle. En effet une telle conférence serait totalement dépourvue de sens entre principaux participants qui, de leur propre aveu, n'ont plus rien de commun, encore qu'ils se réclament de la même idéologie sujette aux interprétations les plus contradictoires. Ils ont déjà tenu en 1957 et en 1960 des conférences dont les lendemains devaient démentir les serments de la veille, aussi unanimes et solennels qu'insincères. Ils ont répété jusqu'à satiété les mêmes affirmations dans leur interminable correspondance privée devenue publique, dans les éditoriaux de leur presse, dans des revues et des brochures de toutes sortes. Ils ont siégé l'année dernière en un colloque restreint et secret pour constater un désaccord irréductible dont ils ne purent même rendre compte à leurs ouailles. Une nouvelle conférence se tiendrait aussi avantageusement avec des enregistrements de gramophone. On a peine à croire que les Soviétiques puissent nourrir des illusions à cet égard. Ils ne proposent donc une conférence que pour faire traîner les choses en longueur et faire semblant d'avoir des idées importantes de derrière la tête. Les Chinois, n'ayant rien à perdre, ont intérêt à prendre des airs de défi pour compenser leur faiblesse réelle par une attitude de bravaches. Non sans raisons, ils pensent que le temps travaille pour eux, encouragés par les premiers résultats de leur besogne de sape et de mine dans le « camp du socialisme ».

Les arrière-pensées qui inspirent à Moscou le projet de conférence sont matière à conjectures, mais la plus vraisemblable doit être

la préoccupation de conférer au conflit le caractère d'une dissidence par rapport au communisme international dans son ensemble, non d'une rupture entre Chinois et Soviétiques, de même que des « marxistes-léninistes » n'avouent pas une incompatibilité d'humeur entre Khrouchtchev et Mao. Les Russes ont eu soin de présenter les choses comme une violation, par les Chinois, des résolutions prises par les deux grandes conférences antérieures pleinement qualifiées pour traduire la volonté unanime du communisme international. Donc, qu'il ne soit pas question de résistance à une hégémonie russe, selon la version malveillante de mauvaises langues. Ensuite, le mythe de l'unanimité étant mis à mal par la turbulence sino-albanaise et mis en doute par divers symptômes inquiétants, le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. a éprouvé le besoin de préciser, dans sa revue officielle : « A l'heure actuelle, soixante-cinq partis communistes déjà, par décision de leurs organes dirigeants, ont condamné les vues et les actes des scissionnistes chinois et ont exprimé leur complète solidarité et leur soutien aux positions de principe du P.C.U.S. dans sa lutte pour la pureté idéologique de la théorie révolutionnaire et l'unité des rangs communistes » (*Kommounist*, n° 15, octobre 1963). A part le jargon ampoulé qui sonne creux, on notera le chiffre de soixante-cinq partis sur quatre-vingt-dix, indiquant les progrès chinois à cette date.

Six mois plus tard, le *Kommounist* (n° 7, mai 1964) majorait quelque peu le nombre des fidèles : « Plus de soixante-dix partis frères, dans les décisions officielles de leurs organes dirigeants, ont condamné la plateforme fractionniste et l'activité de la direction du P.C.Ch. » Mais dans son plus récent numéro, auquel fait écho la presse du 4 juin dernier, le *Kommounist* se réfère à cinquante-deux partis seulement acquis à la position soviétique, sans qu'on puisse comprendre s'il s'agit d'approuver le principe de la conférence envisagée ou, d'une façon plus générale, de réprouver les hérétiques. Quoi qu'il en soit, Khrouchtchev peut dire que la majorité des partis demande la conférence où une majorité plus forte encore condamnera les Chinois et leurs satellites. Mais à quoi en sera-t-il plus avancé ? Si l'on ne se laisse pas troubler par le verbiage de la presse qui prévoit « l'exclusion » des Enragés, il est clair que les Soviétiques perdent leur temps et leur peine, outre qu'ils s'engagent dans une voie sans issue qui ne leur vaudra que des déboires supplémentaires.

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

On ne saurait « exclure » les Chinois (ni les Albanais, ni leurs sympathisants) d'une Internationale que Staline a dissoute, si la fiction officielle est respectée. Aussi, après avoir parlé inconsidérément d'exclusion sans pouvoir préciser, les augures parlent maintenant d'exclusion du « mouvement », cependant que la *Pravda* (4 juin) envisage la « scission » de ce mouvement communiste. Or aucune décision d'aucune conférence ne saurait exclure aucun parti d'aucun mouvement s'il plaît à ce parti de participer, à sa façon, audit mouvement (à moins d'être capable de substituer, aux armes de la critique, la critique par les armes, éventualité hors de question). Quant à la scission, elle est d'ores et déjà un fait accompli. La future conférence se bornerait donc à fulminer une sorte d'excommunication platonique dont les Chinois se moqueront avec frénésie et qui versera de l'huile sur le feu de la polémique. Mao et son équipe auront beau jeu à ridiculiser une décision prise par Costa-Rica, le Salvador, le Honduras et le Luxembourg contre 700 millions de Fils du Ciel. Ils dévoileront les procédés par lesquels Moscou corrompt les consciences et achète les concours. Ils se glorifieront d'être dans le cas de Lénine quand celui-ci, presque seul, se dressait contre la IIe Internationale, et ils se flatteront d'incarner comme Lénine le sens de l'histoire universelle.

De même que Staline n'a pu venir à bout de Tito, ni celui-ci imposer silence aux Albanais, de même Khrouchtchev ne peut mettre à la raison les Chinois, avec ou sans conférence. Là ou il y a un Etat, une police et une armée, avec des chefs résolus à mater les récalcitrants coûte que coûte en sang versé, les diktats de Moscou perdent leur efficace, même déguisés en résolutions d'une conférence. La guerre froide russo-chinoise entre partis doit par conséquent, si l'un ou l'autre s'y acharne, dégénérer en guerre froide entre les deux Etats, seule perspective où Moscou reprendrait l'avantage, à condition toutefois de verser plus hardiment dans le revisionnisme répudié en théorie, pratiqué en fait. Les *Izvestia* du 4 juin évoquent l'éventualité d'une rupture de l'alliance conclue en 1950 par les deux pays : ce ne serait qu'un premier pas, mais jusqu'à présent la Chine garde l'initiative.

Jamais les « impérialistes » ne se sont permis de dire à leurs ennemis communistes les vérités que Moscou et Pékin proclament *urbi et orbi* sans reculer devant le mutuel discrédit qui en résulte. Cette attitude inexplicable des démocraties s'éclaire par une déclaration de M. Hervé Alphand, ambassadeur de France aux Etats-Unis, qui n'a pas craint de dire le 11 mai : « Si le fait communiste est indéniable, nous ne considérons pas qu'il soit essentiel. » Heureusement l'ironie de l'histoire, comme disait Marx à court de dialectique, a suscité une nouvelle guerre froide pour compliquer la précédente qui suit son cours à sens unique.

B. SOUVARINE.

Conséquences du conflit sino-soviétique

L'U.R.S.S. sera-t-elle invitée au deuxième Bandoeng ?

L'UN des points principaux du conflit sino-soviétique porte sur ce que les communistes appellent « les mouvements de libération nationale dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ». Dans le texte intitulé : « *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international* », publié le 14 juin 1963, qui constitue la réponse du Comité central du P.C. chinois à la lettre du 30 mars 1963 du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. (on a appelé ce document : « La lettre chinoise en vingt-cinq points »), on peut lire au point n° 8 quelques paragraphes qui montrent combien la position des communistes chinois est intransigeante.

« *La lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine frappe et mine sérieusement les bases de la domination de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme; elle est une force puissante dans la défense de la paix mondiale de notre temps.*

« *C'est pourquoi, dans un certain sens, l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat international dépend en définitive de l'issue de la lutte révolutionnaire menée par les peuples de ces régions, qui constituent l'écrasante majorité de la population mondiale.* »

En adaptant aux circonstances la célèbre formule de Karl Marx et en en faisant le slogan : « *Prolétaires de tous les pays et* PEUPLES OPPRIMÉS, *unissez-vous* », inscrit désormais en tête de la plupart des publications chinoises, les dirigeants de Pékin montrent clairement l'importance qu'ils accordent aux pays du tiers-monde. Il n'est pas osé d'affirmer que pour une large part les voyages de Chou En-lai et de Khrouchtchev en Afrique, la tournée de Liou Schao-chi en Asie du Sud-Est, le futur séjour du Premier chinois au Proche-Orient, les multiples invitations envoyées ces derniers temps aux chefs d'Etats ou de gouvernements d'Afrique et d'Asie à se rendre soit à Moscou soit à Pékin, sont autant d'éléments de la lutte que se livrent l'U.R.S.S. et la Chine populaire dans leur désir d'attirer dans leur camp respectif le maximum de pays afro-asiatiques. Cette lutte est devenue à un tel point évidente que Ben Bella, à son retour de Moscou, n'a pas pu s'empêcher d'en faire état dans une déclaration faite à *Jeune Afrique* (25 mai 1964) :

« *Le conflit sino-soviétique est sérieux et profond, mais je ne pense pas qu'il puisse ralentir l'évolution intérieure de la société soviétique. Dans ce conflit, nous avons l'obligation de rester neutres et, nous autres Algériens, l'avons dit en toute clarté aux deux parties en cause. Nous ne sommes pas des marxistes-léninistes, et les partis communistes doivent régler leurs différends doctrinaux entre eux sans nous prendre à témoin et sans introduire leurs polémiques dans nos rapports avec l'U.R.S.S. et la Chine. Nous avons bien expliqué aux uns et aux autres que nous ne voulons pas devenir à aucun prix le terrain d'affrontement ou l'enjeu d'une dispute qui, à certains moments, nous semble pour le moins agaçante.* »

On peut faire remarquer au président algérien que, vu les arguments employés de part et d'autre par l'U.R.S.S. et la Chine, il ne s'agit pas pour elles de « régler des différends doctrinaux », mais bien de se livrer à une suite de manœuvres politiques visant à isoler soit les Chinois soit les Soviétiques des peuples afro-asiatiques. Tout en continuant d'ailleurs à lancer les uns comme les autres des invectives quasi semblables contre les pays du monde libre ou contre ceux des dirigeants d'Afrique et d'Asie qui restent fidèles à leurs attaches occidentales.

Parmi les arguments utilisés par les Chinois contre les Soviétiques, il est bon de rapporter les accusations lancées par le délégué de Pékin lors de la 6e session du Comité de Solidarité afro-asiatique :

— L'Union soviétique a trahi la révolution;

— L'aide soviétique aux pays en voie de développement est contraignante;

— L'Union soviétique souffre « du chauvinisme des grandes puissances »;

— Les Soviétiques n'ont pas soutenu comme il aurait fallu la cause cubaine lors de la crise américano-cubaine de 1962;

— L'Union soviétique a trahi le Congo en admettant l'entrée des troupes de l'O.N.U. dans ce pays;

— L'Union soviétique a donné des armes à l'Inde pour « attaquer la Chine ».

Le représentant soviétique répondit par les « explications » suivantes sur lesquelles, d'ailleurs, il y aurait pas mal de commentaires à faire :

— L'aide soviétique à la Chine et à tous les autres pays est indépendante de toute contrainte;

— Après la capitulation japonaise, l'Union soviétique a remis à la Chine communiste toutes les armes qui avaient été saisies;

— C'est Lumumba lui-même qui avait demandé aux troupes des Nations Unies de se rendre au Congo;

— L'aide de la Chine à la révolution algérienne n'a jamais été très importante;

— La Chine n'a pas défendu Cuba lorsque ce pays a été menacé;

— L'attitude de la Chine est contraire aux précédentes décisions du mouvement de solidarité afro-asiatique relatives au traité d'interdiction des essais nucléaires;

— Si l'Union soviétique donne des armes à l'Inde, elle en donne également à la Chine.

La dispute entre les deux « grands » du communisme atteignit un tel degré de paroxysme que le président de la Conférence, Mohammed Yazid, annonça qu'il était désormais interdit aux délégués de l'U.R.S.S. et de la Chine de poursuivre leur « querelle idéologique » au sein de la Conférence.

Rentrant d'Alger, le chef de la délégation soviétique, Bobodjane Gafourov, déclara lors de son passage à Paris que « *la politique actuelle de la*

Chine est une politique raciste et chauvine qui ne diffère pas du nazisme ! » Et il ajouta :

« *La propagation du nationalisme et du chauvinisme par les Chinois n'est pas dangereuse seulement pour l'U.R.S.S., mais aussi pour les pays d'Europe et d'ailleurs. C'est la haine qui est ainsi fomentée.* »

A quoi la presse communiste chinoise répliqua en accusant à son tour les Soviétiques de s'être rendus coupables de « racisme » et d'« impérialisme ». On constate donc que les « différends doctrinaux » et la « querelle idéologique » se situent à un niveau bien peu élevé.

Le conflit sino-soviétique devait rebondir singulièrement lors de la réunion préparatoire à la « *Deuxième Conférence afro-asiatique* », tenue à Djakarta du 10 au 15 avril 1964. En effet, à l'issue de cette conférence réunie pour préparer le « deuxième Bandoeng », prévu pour mars 1965, on apprit que la candidature de l'Union soviétique n'avait pas été retenue. Bien au contraire, ainsi que le confirme un article de la *Pravda* (1), les communistes chinois mirent tout en œuvre pour empêcher l'U.R.S.S. à participer au nouveau forum afro-asiatique. Tchen Yi, ministre des Affaires étrangères, soutenu par le délégué indonésien, n'hésita pas à arguer que puisque « *l'Union soviétique ne faisait partie ni de l'Afrique ni de l'Asie* », il n'y avait aucune raison pour l'inviter à la « *Deuxième Conférence afro-asiatique* ». Malgré une défense vigoureuse de la candidature de l'U.R.S.S. par les représentants de l'Inde et de Ceylan, l'Union soviétique ne fut pas invitée, Tchen Yi ayant menacé de quitter la réunion préparatoire si les délégués des deux pays asiatiques insistaient sur leur proposition.

Le communiqué final publié à la fin de la réunion préparatoire précise à ce propos :

« *En ce qui concerne la composition de la Deuxième Conférence afro-asiatique,*

1. *Il a été proposé d'inviter l'U.R.S.S. Certaines délégations appuient et d'autres s'opposent à cette proposition, tandis que d'autres encore ont déclaré qu'il leur fallait d'abord consulter leur gouvernement. Les discussions à ce sujet n'ont pas abouti à un accord unanime.*

2. *Certaines délégations ont estimé que la question pourrait être soumise à la considération des chefs d'Etat et de gouvernement, à la Deuxième Conférence afro-asiatique. D'autres délégations se sont opposées à cette mesure et aucun accord unanime n'a été obtenu sur ce problème.* »

Ainsi l'U.R.S.S., en dépit de tous ses efforts et toutes ses manœuvres, n'a pas réussi à se faire inviter au « deuxième Bandoeng ». Le veto chinois la laisse à la porte de cette importante conférence afro-asiatique. Le 30 mai, le gouvernement de Pékin publia un long communiqué réaffirmant violemment son opposition à la participation de l'U.R.S.S. à la seconde Conférence afro-asiatique. Un mois auparavant, le Kremlin avait rendu public un long texte affirmant notamment que plus de la moitié du territoire de l'U.R.S.S. était en Asie, il était évident que l'Union soviétique avait tous les droits pour prendre part à la conférence. Pékin balayait les arguments soviétiques en précisant dans le communiqué du 30 mai :

« *La Conférence afro-asiatique est une conférence de chefs d'Etat des pays africains et asiatiques. Puisque l'Union soviétique est un pays européen, elle ne devrait naturellement pas participer à une telle conférence. Ceci est une question de principe et nous nous y tenons par principe. Nous n'avons jamais changé d'attitude en fonction de nos relations avec l'Union soviétique.* »

La dernière phrase de ce communiqué est pour le moins étrange lorsqu'on sait qu'en 1958, à l'occasion de la Conférence de Solidarité afro-asiatique de coopération économique, tenue au Caire, alors que plusieurs Etats, parmi lesquels le Pakistan, cherchaient à empêcher l'U.R.S.S. de prendre part à la conférence en invoquant le fait qu'elle n'était pas une puissance asiatique, le délégué de la Chine populaire prit violemment la défense des Soviétiques qui purent ainsi participer à la réunion du Caire.

Ce changement d'attitude de Pékin montre à quel point les relations entre l'U.R.S.S. et la Chine populaire sont actuellement détériorées. Tout porte à croire que Moscou va multiplier ses avances aux pays du Tiers-monde pour tenter de franchir le barrage chinois. Que les peuples afro-asiatiques se méfient des « sourires » soviétiques et des « caresses » chinoises, car derrière la querelle qui oppose aujourd'hui les deux principaux Etats du monde communiste, se profile la menace de voir l'un comme l'autre chercher à utiliser les difficultés intérieures des pays d'Afrique et d'Asie à des fins préjudiciables pour l'avenir des Etats du Tiers-monde. La rivalité sino-soviétique « agace » déjà M. Ben Bella. Demain, elle risque de devenir un des éléments essentiels de la lutte des fractions qui se livre en Algérie et dans la plupart des pays afro-asiatiques.

NICOLAS LANG.

(1) Voir la *Pravda* (25 avril 1964) : « *A qui profite l'isolement des peuples d'Asie et d'Afrique?* »

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F pour six mois et 60 F pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F pour un an ou 90 F si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le numéro : 2,25 F

Syndicat du Livre C.G.T. F.O.

Le Directeur de la Publication : Claude HARMEL, 86, boul. Haussmann (8e)
L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris (15e) — 38834-664